



le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°758 JEUDI 29 JUIN 1989 10,00 F

**LES VERTS:
DU
RECYCLÉ ?**



CHINE :
**Le portrait des
dirigeants actuels à
la lumière des
derniers événements**

PAGE 8.

F^oP. 2520

communiqués éditions

• CREUSE.

Une liaison vient de se créer dans la Creuse, elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• MARSEILLE.

Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• PERPIGNAN.

Du 15 juin au 15 septembre, le groupe Puig-Antich n'assure qu'une permanence tous les samedis de 15 h à 19 h au 2 bis, rue Théodore-Guter, 66000 Perpignan.

• MONTREJEAU.

Une liaison existe sur Montrejeau. Elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• DIGNES-LES-BAINS.

Un groupe est en cour de formation à Dignes-les-Bains (04), pour toute demande de contact, passer par les Relations Intérieures qui transmettront.

éditions

• AFFICHE.

A propos des événements chinois, le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer une affiche (format 64 x 90) en deux couleurs. « Bourgeoise ou populaire, l'armée est toujours là pour réprimer », tel est son slogan. Elle est vendue à la librairie du Monde libertaire à 10 F l'unité et 2 F l'exemplaire au-dessus de 10.

BOURGEOISE ou POPULAIRE
L'ARMEE EST TOUJOURS LA
POUR REPRIMER!



REAGISSONS.
Fédération anarchiste
145, rue Amélot, 75011 PARIS

• AFFICHE.

Le groupe Henry-Poullaille vient d'éditer une affiche. Elle est disponible au prix de 5 F l'unité et 1 F l'exemplaire à partir de 10.



• « OEILLETTS ROUGES »

Le numéro quatre des « Oeillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positiver les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les Oeillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



• POCHOIRS ET JEU DE L'OIE.

Le groupe Benoit-Broutchoux de Lille diffuse une série de pochoirs, l'épreuve sur papier ou le pochoir lui-même (Proudhon, « chat libertaire », « Charlot prisonnier », etc.). Pour tout renseignement, s'adresser au Centre culturel libertaire. D'autre part, le groupe Benoit-Broutchoux diffuse un jeu de l'oie libertaire, pour toute commande (55 F, port compris), écrire au Centre culturel libertaire : 1-2, rue Denis-du-Péage, Lille (tél. : 20.04.66.06, permanence le samedi de 15 h à 19 h).

• SOUSCRIPTION 89.

L'édition de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine s'achève. Le livre est sous presse, et il sera disponible en juillet au prix de vente de 130 F pour 465 pages. D'ici là, notre souscription reste toujours valable (110 F pour le Kropotkine et 110 F pour l'ouvrage collectif : « Les anarchistes et 89 », à paraître le 4^e trimestre 1989). Les chèques doivent être libellés à l'ordre de Gaetano Manfredonia. D'autre part, les autocollants « Non aux consensus » et « Travailleurs organisons-nous » sont toujours disponibles (30 F le paquet de 50 exemplaires).



• BRIQUETS ET BADGES.

Le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets « A cercle » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Chat noir » (sur fond rouge, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande : « Contre-Courants », La Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

• « CONTRE VENTS ET MAREES ».

Le numéro 60 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant à « Contre courant », c/o La Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (abonnement 50 F par an).



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 ».

Le numéro 20 d'« Alternative libertaire 49 », journal réalisé par le groupe d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres ou s'abonner (35 F, chèques à l'ordre d'ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).



éditions

• « FEMMES A L'OUVRAGE ».

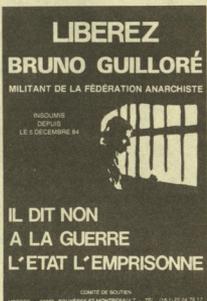
Des militantes de la Fédération anarchiste viennent de publier une brochure sur le travail des femmes : « Femmes à l'ouvrage ». Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, Paris XI^e) au prix de 50 F.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE ».

Pour ce 35^e numéro de « Volonté anarchiste », le groupe de Fresnes-Antony a choisi « Le communisme libertaire », d'Isaac Puente, dont l'influence sur la révolution libertaire de 1936 fut considérable. Une préface de Frederica Montseny préside et restitue ce texte dans le contexte pré-révolutionnaire des années 30. Le compagnon espagnol Abel Ramirez a fourni la première biographie française d'Isaac Puente, assassiné au tout début de l'insurrection franquiste. Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire. Le meilleur soutien, pour « Volonté anarchiste », est bien sûr l'abonnement (180 F pour 8 numéros), versements à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (CCP 21600 42 C Paris).

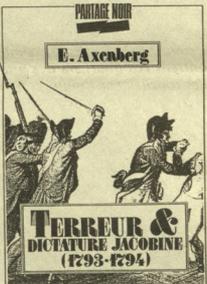
• AFFICHES.

Le groupe d'Anizy-le-Château a édité une affiche de soutien à Bruno Guillore, insoumis emprisonné et militant de la FA. Elle est disponible au prix de 3 F l'unité, en soutien, à la librairie du Monde libertaire.



• « TERREUR ET DICTATURE JACOBINE (1793-1794) ».

Les éditions Partage Noir viennent de publier une brochure intitulée « Terreur et dictature jacobine (1793-1794) », celle-ci est disponible au prix de 15 F à la librairie du Monde libertaire. Le pouvoir jacobin, et plus particulièrement la période de la Terreur, a été largement analysé voire galvaudé. Contre-révolutionnaires, libéraux, marxistes mettent en valeur telle ou telle faction pour condamner ou justifier la dictature. Aucun ne pose le problème du rapport entre gouvernement et liberté (en retard sur ce point de deux cents ans sur l'Enragé Jean-François Varlet). Cette brochure se propose de combler cette lacune.



• « LA MISTOUFE ».

Le numéro 2 de « La Mistoufe » est sorti. Il comporte 16 pages et reste gratuit, néanmoins les abonnements de soutien seront les bienvenus. Rappelons que « La Mistoufe » est un journal d'information et d'expression libertaire couvrant le région de Dijon. Pour vous le procurer, écrivez à : « La Mistoufe », 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Le numéro 3 sortira début septembre.

• AUTOCOLLANTS.

Le groupe Carlo-Caffero a édité deux autocollants en noir et rouge sur le thème « Contre l'Europe des patrons et des Etats, révolution ! ». Ils sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, au prix d'un franc l'unité et de 0,50 F pour les commandes supérieures à 10 unités.

• BROCHURE.

Le groupe Salvador-Haro et d'Association des amis de Kropotkine viennent de publier une brochure sur le thème : « Sandinisme et minorité ethnique, la gauche latino-américaine face au mouvement indien ». Nous y abordons l'évolution des rapports entre Miskitos et Sandinistes, du conflit armé à la coexistence avant d'entamer un bref tour d'horizon en Amérique du sud : indigenisme, indianité, attitude des partis de gauche. Ceci complété par de nombreux documents et textes illustrant la situation indiennes sur ce continent. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Foto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

FRONT NATIONAL « Ecologie » ?

L'ÉCOLOGIE est désormais un thème à la mode. Tous les partis politiques font mine de s'intéresser à ce douloureux problème afin de conquérir un électorat défaillant. Procédant de la même manière, le Front national n'hésite pas à se proclamer comme « le véritable mouvement écologiste ».

Une étrange conception

A entendre le Front national, celui-ci s'est toujours attaché à dénoncer les atteintes à l'environnement, notamment au Parlement de Strasbourg à travers le groupe des droites européennes. Mais, contrairement à la « vision abstraite de l'écologie » de M. Waechter, « le Front national considère que l'écologie n'a de sens que par rapport aux hommes ». C'est pourquoi, « dans cet esprit, l'écologie ne peut pas être dissociée de la notion d'identité. Être écologiste, c'est vouloir préserver le milieu nécessaire à la survie des espèces vivantes. Au Front national, nous considérons que la plus importante des espèces vivantes, c'est l'homme, et que celui-ci, comme nous l'enseigne l'éthnologie, a un fort instinct territorial. Nous savons donc que la survie et l'épanouissement du peuple français nécessitent que le milieu qui est le sien reste français, faute de quoi il déperira comme toutes les espèces vivantes dont on modifie par trop l'environnement. Il ne faut donc pas avoir de l'écologie une vision purement idéologique : l'environnement culturel, spirituel est tout aussi important, comme le montrent ces quartiers des grandes villes touchés par l'immigration qui déperissent progressivement. La notion d'identité est indissociable de la notion d'écologie bien comprise, et les véritables écologistes doivent prendre en compte l'immigration comme facteur de déséquilibre ».

Une pseudo-analyse

Affirmer la primauté de l'homme sur l'animal représente une hiérarchisation qui défie la nature. Qui oserait dire que la vie serait possible sans les espèces animales ? Instaurer cette première hiérarchisation permet au Front national d'instaurer une échelle des valeurs au sein même de l'espèce humaine.

Assimiler le peuple français à une espèce distincte dont le rôle est de sauvegarder naturellement son territoire est une aberration. Ce

« bon » peuple n'est-il pas la synthèse d'un conglomérat de différentes composantes (Bretons, Catalans, Alsaciens, etc.) et de vagues successives d'immigration (1). Celle-ci est un fait constant depuis plus d'un siècle, et aujourd'hui un Français sur cinq a un ancêtre étranger. Cette réalité incontestable n'empêche pas le Front national de nous faire comprendre que l'immigration serait comparable à un nouveau genre de pollution.

Poursuivant sa pseudo-analyse, le Front national pense que « la qualité de la vie, c'est la sécurité, c'est le plein emploi, c'est le reflux de l'immigration ». Nous voilà en face du discours type de l'extrême droite : l'immigration est responsable de l'insécurité et du chômage.



Pour le Front national, « L'écologie bien comprise, c'est le refus de l'avortement et l'expansion démographique ». L'angle de vision du Front national par rapport à l'écologie est, comme nous venons de le voir, particulièrement obtus ; et l'on pourrait encore allonger les citations (2). Elle lui sert en fait de prétexte pour divulguer tous ses vieux concepts réactionnaires : nationalisme, racisme, darwinisme social, élitisme occidental... Et cette « écologie » ne remet absolument pas en cause le système capitalisme.

Jean-Claude PASCAL

(1) Déjà, en 1881, résidaient en France près d'un million de Belges et d'Italiens. Dans les années 1920-1930, Espagnols et Polonais s'installèrent suivis, après la Seconde Guerre mondiale, par vagues : d'Italiens, d'Espagnols, de Portugais, de Maghrébins et d'Africains.

(2) Les citations sont extraites de La lettre de Jean-Marie Le Pen n° 92 du 15 avril 1989, dont le sommaire notait : « A propos de l'écologie : les véritables écologistes doivent rallier le Front national ».

EUROPÉENNES Vert à la une !

P OURQUOI dans mon entreprise, la semaine qui suit les élections européennes, bon nombre de militants du Parti communiste français arboraient-ils des tee shirts verts ? Etait-ce une simple coïncidence vestimentaire ou, tels « Freddy » à la une de l'hebdomadaire *Politis*, ils arboraient le vert pour avoir un peu du succès qui échoit aujourd'hui aux écologistes et qui leur offre une « percée en Europe » ? Bien sûr, pour les médias, il est plus politique de parler de la victoire des Verts que de l'importance du report des voix de la France profonde sur les listes pour la défense de la chasse.

Pourtant, dimanche soir, 18 juin, quand il croyait être en troisième position, Antoine Waechter avait avalé un parapluie de trop. Se demandait-il quels accords il devait passer à Strasbourg, pour exister politiquement, ou aux rapports à entretenir avec ses partenaires européens, les Grünen allemands en particulier ? Trouble-fête dans l'univers politique ou partie intégrante de celui-ci ? Beaucoup de questions que les Verts français ne tranchent pas, que se soit au niveau de Waechter ou à la base.

Les Verts sur la scène politique

Une déclaration officielle, à la question d'un journaliste, montre un côté bon-enfant des Verts français : « Notre souci sera surtout d'éviter qu'à la fois nos parlementaires se coupent du mouvement, ou bien qu'ils le dominent. L'idée qui est dans l'air est d'en intégrer quelques-uns au conseil exécutif. Mais, pour le reste, des structures fonctionnent déjà. Nous intégrons facilement les nouveaux venus ». Gauche ou droite, la position des Verts s'axe sur la stratégie d'indépendance qui a porté ses fruits. Pourtant, nous avons tous en tête les projets politiques qui visaient à rassembler « nouvelle gauche » et écologistes, sans oublier des courants trotskistes.

Il y a quelques mois, on pouvait, au regard de l'échiquier politique français, dire que l'écologie menait soit à de hautes fonctions (voir la carrière de Brice Lalonde...), soit à rester du grain à moudre pour des menées politiciennes. Avec les élections européennes, le parti vert sort de l'ornière et apparaît sur la scène

politique. Mais comment Waechter et ses amis vont-ils gérer cette croissance ? Si l'on écoute les Grünen allemands, les critiques vont déjà bon train : ainsi, Verena Krieger (porte-parole de la présidence fédérale des Grünen) trouve ses collègues français « surtout très conservateurs » et déclare qu'« à ne faire que de l'écologie, on risque de dériver vers la droite ». Voilà qui fixe le décor...

Quand Waechter se présentait à l'élection présidentielle, le *Monde libertaire* se plaisait à l'épingler en raillant : « Allez donc voter Antoine Waechter pour un capitalisme à visage humain ! » (1) On ne disait pas cela sans argumentations... ainsi, on soulignait l'accent gaullien de Waechter, qui déclarait alors que les ressources locales doivent être utilisées au mieux pour « notre production et notre consommation, afin de réduire substantiellement notre taux de dépendance et de reconquérir notre souveraineté économique ». Les solutions sociales contre le chômage avaient aussi un goût étrange, il fallait réduire « au niveau de l'entreprise, le coût du travail humain par une fiscalisation des charges sociales, financières, soit par l'impôt sur le revenu, soit par une taxe à la valeur ajoutée, qui aurait l'avantage de faire participer les importations à la couverture financière de notre protection sociale ». Les consommateurs, toujours cochons de payants, devraient donc payer les charges sociales prises en charge actuellement par les entreprises... Demandez le programme !

Pour mettre un terme à ces quelques lignes d'humeur, je renverrai à la lecture de notre camarade Murray Bookchin (2), qui écrit, dans l'introduction d'un ouvrage paru en anglais en 1982 : « Une société écologique doit être non-hiérarchique, sans classes, si l'on veut éliminer l'idée même de domination sur la nature. » Qu'en pensent les Verts français ?

Antoine LAVERDURE

(1) Le *Monde libertaire* n° 700 du 24 avril 1988 : « Waechter : demandez son programme », page 12, par Pierre-Yves.
(2) Qu'est-ce que l'écologie sociale ? Murray Bookchin, en vente à la librairie du *Monde libertaire* au prix de 35 F.

ÉCOLOGIE L'Antoine

C'EST fait ! L'écologie accède enfin au degré de respectabilité maximum. La démocratie a tranché dans le vif. Et l'écologie, c'est quoi d'abord ? Longtemps, par le génie de quelques emmerdeurs patentés du style de Fournier ou de Reiser, les premières sonnettes d'alarme avaient été tirées dès les années 70, dans *Charlie-Hebdo*, *La Gueule Ouverte* ou *Actuel* (le vrai !). Les maisons solaires de Reiser étaient peuplées de petits bonhommes grimacants et hilares, ravis de jouer un bon tour aux culs-serrés... L'écologie était un art de vivre, un refus global et sans concessions, une fête quelquefois, mais la radicalité était un principe, un art de vivre je vous dis...



Pour les autres, l'écolo était baba-cool, portait des pataugas en ruines et un sac à dos, mangeait beaucoup de fromage de chèvre et vivait dans les Cévennes...

Fi de tout ça, les Grünen, comme le nuage de Tchernobyl ont passé la frontière. Depuis dimanche, la propriété a ses représentants au Parlement européen.

L'Antoine et ses Verts ont entrepris de caporaliser l'écologie et de lui fabriquer une odeur, un saveur, une couleur, un machin bizarre mou et fadasse. Les géraniums sur le balcon n'auront plus jamais d'état d'âme (à condition, bien sûr, de ne pas oublier de les rentrer dès qu'il gèlera). Tout ce que risque désormais l'Antoine, ce commandant Cousteau du pauvre, c'est de servir de paillason aux formations politiques qui découvrent d'un seul coup l'écologie. C'est que 10% c'est pas de la merde. Et la merde ? Qu'est-ce qu'il y a de plus écologique que ça ?

L'Antoine, la terreur des décharges publiques, celui que toutes les belles-mamans aimeraient avoir pour gendre, va devoir apprendre son métier bien vite pour ne pas ce faire digérer ni récupérer... ça serait vraiment trop bête.

Allez Antoine, on t'aime bien quand même, surtout regarde bien à gauche, regarde bien à droite, fais attention des fois c'est les mêmes...

Emile VANHECKE

Editorial

A l'Est rien de nouveau... Le peuple s'est levé. L'armée du peuple a tiré sur le peuple. Maintenant, les goulés de l'Etat chinois ont repris les choses en main, avec une finesse plus marxiste qu'asiatique. Après les appels à la délation, les « meneurs » étudiants et ouvriers arrêtés, jugés à la sauce vichynskiyenne sont exécutés d'une balle dans la nuque. Voilà une méthode qui doit faire frémir de plaisir les nostalgiques de la Loubianka. La remise au pas s'accélère derrière le rideau de bambous : Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste chinois, vient d'être limogé pour avoir osé fraterniser avec les rebelles de Tien Anmen. Les dirigeants chinois auraient-ils peur de passer pour des « lopes » face à leurs « clones » tchèques, hongrois ou polonais ? En cette année du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, les Chinois n'ont pas le monopole de l'arbitraire et de la répression. Ceausescu est en train d'entourer la Roumanie de son mur de la honte à lui pour, certainement, empêcher son bon peuple de s'égarer dans les méandres du chômage des pays occidentaux. En Argentine, le ministre de l'Intérieur, pour ne pas être en reste, vient d'instaurer lui aussi des lignes téléphoniques pour la délation. A part ça, tout va bien ! Avec le bicentenaire et le Tour de France qui approchent, on oublie le chômage et la précarité, et l'on met en prison Bruno Guilleré parce qu'il refuse la guerre. Allons, soyons sérieux, il faut de la chair à canons pour abreuver nos sillons victimes de la sécheresse...



CRÈCHES PARISIENNES Toujours la grève

SAMEDI 24 juin, la météo était au « pipi-caca » devant l'hôtel de ville de Paris. Ce jour-là, les parents et personnels des crèches municipales s'étaient, une fois encore, rassemblés pour exiger de Chirac l'ouverture de négociations sur les salaires et les conditions de travail. Sous une pluie de couches-culottes usagées, la police, bonne-enfant 1, tenta d'empêcher les parents d'occuper un instant la rue de Rivoli. Il y avait trop d'enfants et trop de poussettes, elle renonça.

Pourtant, Chirac, lui, refuse toujours d'entendre les revendications des personnels des crèches collectives. Sa politique est claire : opposer les parents et les personnels... et attendre les vacances !

« Je crois qu'il se fiche de nous, clame la maman de Samuel, et qu'il a essayé de faire pourrir le conflit sur quatre semaines en jouant sur la difficulté des personnels à se mettre en grève parce qu'ils sont conscients du fait qu'elles nous mettent dans la panade à chaque fois qu'elles sont absentes. Ça c'est sûr ! Mais là, Chirac a complètement raté son coup ! »

Il est vrai qu'après cinq semaines d'action, les éducatrices, auxiliaires de puériculture et personnels de service sont toujours aussi déterminés. Même si les parents « galèrent », ils soutiennent la grève et s'organisent : les mamies et baby-sitters sont réquisitionnées. Les parents eux-mêmes assurent les gardes et, dans certaines crèches, un service minimum est assuré.

Du côté des pouvoirs publics, c'est la même attitude chiraquienne : attendre l'arrivée de l'été ! En effet, si Chirac convoquait son conseil municipal lundi 26 juin, il ne serait pas sûr que les crèches soient à l'ordre du jour. De même, le ministre discutera, le 5 juillet prochain, des statuts des personnels communaux et,

notamment, de la filière sanitaire et sociale, là aussi, rien n'est acquis pour les personnels de la petite enfance.

Pour l'heure, la grève est reconduite. Lundi, lors de la réunion du conseil municipal, un rassemblement des parents et personnels était à nouveau organisé à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO et autonomes. La reconduction de la grève devait être décidée sur place à l'issue du rassemblement.

A jouer le pourrissement du conflit, ou peut-être le « coup par coup » version Rocard, les pouvoirs publics risquent gros. Tant mieux, mais ils obligent les salariés à agir sur le long terme et à penser, parfois trop brutalement, à l'extension de la grève. Cette gestion de la durée, cette prise de conscience de la nécessité de l'action intercatégorielle (au-delà des crèches parisiennes, au-delà du secteur social) est souvent contradictoire avec l'enthousiasme, la dynamique de cette grève. Et cela est valable aussi dans tous les conflits récents de l'automne à aujourd'hui.

Les éducatrices de jeunes enfants font, à leur tour, l'expérience de l'action collective. Il faudra également qu'elle fasse l'expérience de la durée et de la solidarité. Il y va de leur victoire.

Alain PHANTYL

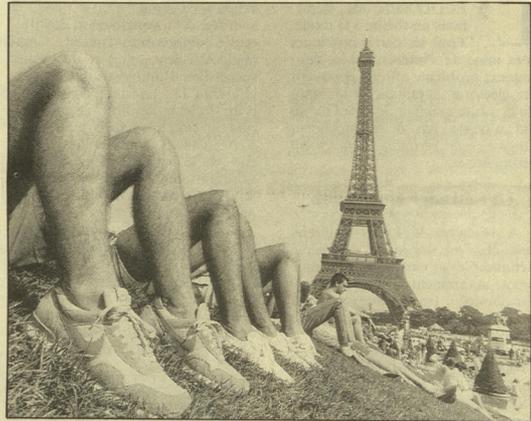
MÉTÉOROLOGIE NATIONALE Lock-out à la météo

LORSQUE ces lignes paraîtront, la grève sera installée depuis vingt jours à la Météorologie nationale. Et cet arrêt de travail est devenu une originalité dans la fonction publique, car depuis le mercredi 21 juin, la météo est en grève sans grévistes ou presque.

En effet, la direction a mis la majeure partie du personnel en lock-out. Ainsi, seuls sont autorisés à travailler pour le service central d'exploitation parisien : trois personnes, qui sont soit déjà grévistes soit « empêchées » par les piquets de grève ; résultat, plus aucune donnée ne sort de la météo...

Les autres personnels d'exploitation (grévistes ou non) sont mis en congé forcé. Quelques précisions techniques et sommaires s'imposent : les personnels d'exploitation travaillent en permanence et font donc environ des semaines de 48 heures, 9 heures doivent donc être prises, un jour ou l'autre, en récupération, en « congé », pour maintenir les 39 heures légales par semaine. Or, ce sont ces heures de repos compensatoires qui doivent être prises immédiatement par le personnel.

Cette mesure, dont la légalité reste à prouver (1), avait sans doute pour but de diviser le personnel. Mais, pour l'instant, elle a eu pour résultat de donner un bal-



lon d'oxygène aux caisses de grève (moins de fric à rembourser aux grévistes) et, plus important, elle a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Il n'est pas étonnant que les appareils tombent miraculeusement en panne juste avant que le personnel chargé de le réparer se mette en grève, sans parler de manifestations locales et d'occupations sur les aéroports (Toulouse, Blagnac, Roissy) très, très, spontanées (2).

Un conflit haut en couleur se déroule à la météo, conflit dont l'issue semble incertaine malgré les tractations fédérales, voire confédérales...

A. CYCLONE

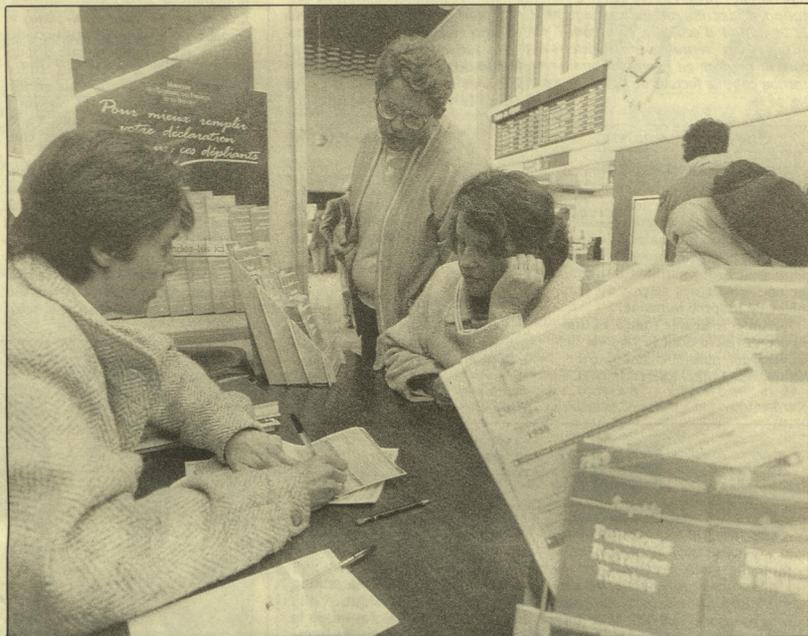
(1) Les recours sont longs, et un amendement d'un quelconque Lamas-soupe peut « simplifier » le problème.
(2) Comme on le sait, la spontanéité n'est pas un remède miracle.

AGENTS DES FINANCES Un mouvement qui s'étend...

NOUS avons brièvement rendu compte dans ces colonnes de l'action des agents des Finances le 6 juin (cf. *Monde libertaire* n° 754 et 756). Depuis, l'action est de mise ou en préparation dans bien des régions. En plus d'un ras le bol général chez les personnels, la grève du 6 juin a été le révélateur d'actions de plus grande envergure, plus particulièrement chez les agents de la DGI (Direction générale des impôts).

Tout a commencé dès le 7 juin à Marseille, où la grève est reconduite chaque jour encore aujourd'hui. Plus de 1 000 agents ont manifesté le 13 juin et envisagent d'occuper leur direction. Le 8 juin, les agents d'Aix-en-Provence prennent le relais. Dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, il y a actuellement plus de 50% des agents en grève chaque jour depuis le 8 juin. La région Sud-Est est à la pointe de l'action, et ses représentants doivent sous peu être reçus par le ministre Bérégovoy. Depuis le 15 juin, la grève reconductible s'est étendue à la Loire-Atlantique et la Côte-d'Or. Dans le Gard, l'action est différente puisque seules les recettes des impôts (qui perçoivent des chèques) sont en grève à 100%, alors que les autres services (comme les centres des impôts) soutiennent financièrement les grévistes. A la demande des personnels déjà en grève, presque tous les autres départements voient se tenir des assemblées générales pour décider de l'action. Il est urgent que le mouvement s'étende, et plus particulièrement à la région Ile-de-France (qui est la plus grosse concentration de fonctionnaires des Finances) ; non seulement pour faire aboutir les revendications, mais aussi pour contrer les sanctions qui commencent à pleuvoir, et dont la principale est le blocage des congés pour cet été (blocage par ailleurs légal).

Toutes les organisations syndicales participent à ces assemblées générales, où parfois sont désignés



les comités de grève comprenant des syndiqués et non syndiqués. Des chartes revendicatives sont élaborées par tous les agents, qui reprennent des revendications générales des syndicats (plus spécialement du SNADGI-CGT) et apportent leurs revendications propres qui sont plus locales. Dans certaines implantations, les personnels ont eux-mêmes établi leurs revendications avant de les exposer et de les faire adopter par les syndicats. Ces chartes revendicatives sont portées dans chaque direction départementale avisée que la grève ne cessera qu'au moment de leur satisfaction. Dans les autres

secteurs des Finances, l'action est différente puisqu'au Trésor les chèques sont bloqués et aux douanes les personnels refusent de faire des heures supplémentaires, tout en faisant une grève du zèle. De même, dans les autres secteurs de la fonction publique, au cours des mois passés, les agents des impôts essaient de s'auto-organiser sans toutefois rejeter les organisations syndicales.

Quelques revendications locales ont déjà abouti en province, puisque dans la Loire (où l'action a été plus brève) a été obtenue l'embauche de neuf personnes et la recons-

truction d'un hôtel des impôts prêt à s'écrouler. Aux centres régionaux informatiques de Marseille et de Strasbourg, a été certifiée l'embauche de vingt personnes pour chacun des centres. Les choses bougent beaucoup et évoluent très vite. Nous espérons que la période estivale qui approche ne freinera pas l'action. De toute façon, nous vous donnons rendez-vous en septembre pour une analyse plus précise de ce qui se passe actuellement aux Finances.

PHILIPPE
(Gr. Louise-Michel)

en bref...en bref...

• **LIBRE PENSÉE.**
La Fédération nationale de la Libre Pensée organise, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, un colloque d'histoire les 10, 12 et 13 juillet 1989 au FIAP de Paris, 30, rue Cabanis, Paris XIV* (métro Glacière).

• **SOUTIEN.**
Le Comité de soutien à Jean-Philippe Casabonne vous invite à maintenir la pression vis-à-vis des Etats français et espagnol, pour ne pas le laisser dans l'oubli ! Des cartes postales et lettres-types sont disponibles auprès du Comité de soutien de Bordeaux, BP 60, 33031 Bordeaux cedex. Pour écrire à Jean-Philippe : Prison d'Alcala Meco, Module 3, Alcala de Henares, Madrid, Espagne.

• **EDITION.**
Bientôt la parution du nouvel album de Gil. Ce recueil rassemble les dessins parus dans *Réflexes* depuis 1988, ainsi que dans *Noir et Rouge* et des zines... et plein d'inédits ! Cet album est édité en soutien à la revue *Réflexes*. Commandez-le dès maintenant au prix « souscription » de 35 F, en écrivant à *Réflexes*, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

LA LOI JOXE

Interview d'un représentant de Texture

L'association Texture nous avait déjà fait part de sa position quant à la nouvelle loi Joxe sur l'immigration (cf. *Monde libertaire* n° 754). Nous les avons rencontrés à nouveau, et cela leur a permis de nous donner, en plus d'un complément d'information sur la nouvelle législation relative aux immigrés, leur approche des élections européennes et leurs projets de luttes pour l'avenir. Le groupe « Humeurs Noires » de Lille et l'association Texture ont déjà été côte à côte sur les mêmes terrains de lutte : contre les centres de rétention, pour un revenu garanti égal au SMIC pour tous, entre autres ; en attendant d'autres rencontres du même genre, nous vous faisons part des convictions de Texture, par la voix d'un de ses représentants, Saïd Bouamama.

Gr. « Humeurs Noires »

— **H. N. :** Pour revenir sur la loi Joxe, est-ce qu'elle implique des choses nouvelles à l'encontre d'associations issues de l'immigration, comme la vôtre ; sous quelles formes de la loi prévoit-elle de les contrôler ?

— **Saïd Bouamama :** Ce que l'on peut dire, c'est qu'il y a toujours deux grandes tendances dans le mouvement associatif jeune, en particulier, la première tendance, qui était de gérer la misère, et c'est ce que les pouvoirs publics essayent de faire faire aux associations : « Faites des cours de suivi scolaire, faites des cours d'arabe... » ; et la deuxième, qui était de faire de la politique, de défendre les intérêts de nos commu-

nautes. Ce que Joxe propose, c'est que les associations soient impliquées dans la gestion des populations issues de l'immigration, il propose que celles-ci soient liées à la préfecture, qu'elles y aient des lieux d'accueil, qu'elles aient leur mot à dire sur l'expulsion des gens. Concrètement, Joxe essaie de mouiller les associations issues de l'immigration. Nous, en tant que Texture, nous refusons d'être liés à la préfecture, nous nous positionnons dans la société civile comme organe de contre-pouvoir et de défense des populations issues de l'immigration. C'est à l'opposé de la loi Joxe qui, elle, voudrait nous impliquer dans les décisions de la préfecture. En fait, il y a une tentative de cor-ruption...

— **H. N. :** Et de vous rendre responsable de certaines expulsions...

— **S. B. :** Je crois que c'est le fond du problème, c'est : « Vous allez défendre les bons immigrés, et nous allons vous écouter ; mais les mauvais immigrés, vous serez complices de leur expulsion ». Je crois que c'est le fond de la loi Joxe.

— **H. N. :** La loi Joxe, c'est aussi un écho des accords de Schengen, accords qui nous promettent une Europe sécuritaire et policière. Et justement, des élections au niveau européen viennent d'avoir lieu, vous aviez choisi de présenter une liste au niveau de la métropole lilloise et, au moment des municipales, la liste « Citoyenneté contre la galère ». Mais, par rapport aux élections européennes, quelle a été votre position ?

— **S. B. :** Tout d'abord, je voudrais rappeler pourquoi Texture s'est présentée aux municipales ; c'est quelque chose que beaucoup de gens n'ont pas compris. On s'est présenté pour ne pas être élu, on s'est présenté pour tenir un discours alternatif, et c'est vrai qu'avec ce que l'on présentait, on ne pouvait pas être élu de toutes façons, on ne se fait pas d'illusions. Ce n'était pas des positions de gestion, ce n'était des positions pour obtenir une place ; c'était une condamnation des politiques de droite et de gauche, des formes habituelles de la démocratie, et ça va vous éclairer sur notre position par rapport aux

européennes... On a eu des propositions pour que des gens de Texture soient placés en position éligible sur certaines listes : le Parti socialiste, qu'on a envoyé balader tout de suite, bien entendu ; mais aussi les Verts, qui m'ont demandé, en tant que président de Texture, d'être sur leur liste.

— **H. N. :** Il y avait tout de même, sur la liste des Verts, une personne issue du mouvement des immigrés, personne qui vient d'être élue...

— **S. B. :** C'est une personne des Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue. Vis-à-vis d'elle, on a eu un petit problème, puisqu'on l'a soutenue alors que nous ne voulions pas prendre position vis-à-vis des européennes.

Mais cette personne a eu dans le passé des positions très claires, elle s'est battue par rapport à l'immigration. Donc, notre position a été de critiquer le programme des Verts, qui n'est pas clair du tout sur la question de l'immigration, mais aussi sur la question de l'Europe sociale, sur celle des droits minimaux du citoyen, puisque Waechter affirme qu'il faut fermer les frontières... Il affirme également que pour résoudre la question du chômage, il faut que « chacun cultive son jardin », ça veut dire quoi ? Ça ne



nous satisfait pas, bien sûr, parce qu'on sait très bien qu'un ouvrier n'a pas que ça à faire et que la solution n'est pas là. Waechter affirme aussi qu'il y a un grand danger pour l'Europe et que ce danger est l'envahissement par les immigrés, des cen-

taines de millions, dit-il, des pays du Sud... Donc, notre position était double : nous avons critiqué Waechter et signifié à la candidate que nous étions prêts à la soutenir, mais que si elle était élue, nous lui demanderions des comptes, parce qu'elle s'était engagée à prendre en compte les positions de Texture.

C'est vrai que c'est compliqué. Parce que soutenir une candidate des Verts, c'est soutenir les Verts, mais en même temps que nous l'avons soutenue — et cela par rapport à des positions très précises, et parce que nous la respectons —, nous avons attaqué les Verts sur leurs positions sur l'immigration, et pas seulement. A notre sens, il n'y a aucun chèque en blanc fait aux Verts. Il y a maintenant le risque qu'elle soit entraînée vers des positions arrivistes, que d'autres immigrés connues, d'autres qui oublient d'où ils viennent, et qu'ils font quand ils deviennent élus, notables.

— **H. N. :** Mais est-ce que tout cela explique complètement le fait que vous n'avez pas participé aux européennes, que vous n'avez pas profité de ce moment là pour l'ouvrir un peu plus fort, comme vous l'avez fait lors des municipales.

— **S. B. :** Il faut dire d'abord que nous sommes contre l'Europe telle qu'elle se construit, et que nous considérons que tous les discours qui disent « nous allons faire une autre Europe » sont faux, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la réalité. Pour nous, le seul discours juste est de se battre contre l'Europe telle qu'elle se construit aujourd'hui. C'est une Europe qui remet en cause, au niveau de l'immigration, les lois que l'on a pu acquérir aujourd'hui en France, parce que c'est vrai que le rapport de force a permis, ici, d'obtenir des lois qui sont plus souples, par exemple, que celles qu'envisagent l'Allemagne. Moins souples que celles qui existent en Suède, c'est sûr, mais l'Europe se construit par rapport à l'Allemagne et pas par rapport à la Suède.

nous, il était hors de question de jouer le jeu des européennes.

— **H. N. :** On en arrive à la question de la façon dont vous envisagez le futur, c'est-à-dire quels sont vos projets de luttes à venir ?

— **S. B. :** Il y a deux grands axes : d'abord, on voudrait développer un mouvement d'autonomie au niveau national, un mouvement d'auto-organisation. On va demander aux associations de se dégager de tout lien avec les partis politiques, de créer des comités de base par rapport à des problèmes concrets : logement, emploi, transport... Des luttes concrètes au niveau des problèmes que vivent les citoyens tous les jours.

D'autre part, au niveau local, on va essayer de développer sur Lille des comités d'usagers, des comités de citoyens, de contre-pouvoir en fait. Car nous pensons que les élections sont un moyen de s'exprimer, quand on en a les forces, mais que le plus important est de développer dans la société civile, dans la vie de tous les jours, des comités de contre-pouvoir qui imposent des rapports de forces sur chacun des sujets de lutte. Sur la question du métro, par exemple, on va essayer de développer sur Lille un mouvement d'usagers qui s'opposent aux prix de celui-ci. Sur la question des loyers, on va essayer de développer un mouvement qui s'oppose à l'expulsion de ceux qui ne peuvent pas payer. Sur la question du revenu minimum, on va tenter de développer sur Lille, par rapport à la DDASS, aux représentants de l'Etat, un mouvement qui impose un salaire social égal au SMIC. En sachant très bien que c'est limité, parce qu'il faut développer un véritable rapport de forces, pour imposer ces questions là. Notre voie, pour les années à venir, c'est l'autonomie opposée aux décisions étatiques.

— **H. N. :** Tu prépares également la sortie d'un bouquin...

— **S. B. :** Je sors un livre au mois de septembre avec Michel Roux et Albano Cordéro, issus tous deux de la mouvance dite d'extrême gauche, maoïste et anarchiste. Le livre a pour objectif d'essayer d'expliquer comment on conçoit une autre société sur la base de la démocratie directe, en dehors des partis politiques et de l'Etat. Nous avons essayé d'aborder dans ce livre à la fois l'histoire de la forme démocratique (bourgeoise, représentative...) et de montrer qu'il était possible d'organiser une société axée sur les quartiers, les collectifs de citoyens, les collectifs d'entreprise... sur la base d'une démocratie directe, et nous pensons que c'est la seule voie à la crise de la société actuelle.

— **H. N. :** Il y a aussi une déclaration des droits du citoyen qui se prépare...

— **S. B. :** C'est pour nous le projet de société qu'on a, mais cette société on ne veut pas la construire tous seuls ; donc, cette déclaration vise à provoquer des débats avec toutes les forces qui veulent aller plus loin que la démocratie représentative !

Par exemple, dans la déclaration des droits du citoyen, on propose la suppression de l'héritage, c'est clair que ça va provoquer des débats. C'est clair que l'on va se couper de beaucoup de gens, mais on voudrait sur chacun des articles avoir un débat avec les gens qui veulent aller de l'avant.

Cette déclaration ne doit pas être prise comme une fin en soi, mais comme un objet de débats, qu'elle soit critiquée, améliorée, et qu'elle constitue en quelque sorte un texte porteur d'un projet de société, symbole commun d'une société vers laquelle on voudrait aller.

EXTRÊME DROITE

Lyon : vigilance !

Une manifestation antifasciste du samedi 3 juin 1989, organisée par le SCALP « Géronimo » de Lyon pour protester contre la venue de Jean-Marie Le Pen, n'a pas été du goût de tout le monde. Soucieuse d'en « découper » avec les lycéens et les étudiants antifascistes, l'extrême droite locale n'a pas tardé à réagir. Ainsi, le lundi 5 juin, à 12 h 30, devant la cafétéria de l'Université Lyon II (jouxant Lyon III, en bordure des quais du Rhône), huit militants et sympathisants du mouvement « Troisième Voie » ont pris à partie un membre du SCALP de Clermont-Ferrand, venu à Lyon pour y passer des examens. Le trainant en direction de la rue, les agresseurs le bouculèrent, puis le jetèrent par terre.

L'un d'eux en profita pour asséner à sa victime plusieurs coups de pieds, notamment dans les côtes et au visage. Renseignements pris, nous aurions au nombre des agresseurs certains étudiants en première année de LEA (Langues étrangères appliquées) de l'Université de Lyon III.



Au regard de ce fait divers, les menaces contre le SCALP « Géronimo » se précisent. Déjà, le vendredi 26 et le samedi 27 mai, des « blacks skins » s'étaient présentés, armés de bates de base-ball, au CEP (où se tiennent les permanences du SCALP le vendredi 11). Par ailleurs, vraisemblablement dans la soirée du vendredi 2 juin, des militants royalistes de l'Action française vinrent « bomber » la façade de ce même CEP (Centre d'expression populaire). Fidèles aux vieux principes de haine et d'intimidation, dignes des « Camelots du roi », des SA et autres « Chemises noires », l'extrême droite estudiantine lyonnaise semble vouloir renouer avec les vieux démons, en s'activant contre les lycéens et étudiants antifascistes. Vigilance donc !

Un membre du SCALP

« Géronimo » de Lyon

(1) Chaque mercredi, à partir de 18 h 30, le SCALP « Géronimo » tient une permanence au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

Le Pen à Lyon

La venue de J.-M. Le Pen à Lyon, le samedi 3 juin, a encore été l'occasion pour certains de ses partisans de faire preuve d'une brutalité caractérisée. Ainsi, dans un autobus les conduisant vers le palais des sports de Gerland, où se déroulait le meeting, trois sympathisants du Front national ont agressé un « beur ». La victime a perdu un œil dans la bagarre. Décidément, la route de M. Le Pen est parsemée de blessés.

Un membre du SCALP « Géronimo » de Lyon

CLASSES SOCIALES

Nos vieux rajeunissent !

ET si le découpage de la société en classes sociales était beaucoup moins descriptif de la réalité sociale qu'il ne l'a été ? L'explosion des classes moyennes, celles par lesquelles le scandale de la diversification des modes de vie est arrivé, le démontre à l'envie. Il a fallu bouleverser les frontières des classes, faire disparaître des groupes sociaux que l'on croyait immuables, en faire surgir d'autres qui se structuraient rapidement en quête d'une légitimité culturelle.

Quand les classes sociales perdent de leur acuité descriptive, que nous reste-t-il ? Des groupements culturels, géographiques, professionnels, d'âges ? Aujourd'hui, les distinctions sociales sont moins le reflet des positions dans les rapports de production que le produit de l'agrégation des stratégies de construction des modes de vie des groupes et des individus. Autrement dit, la culture, les mœurs, l'idéologie (le manque d'idéologie) deviennent des critères de distinction sociale de plus en plus significatifs, et il faudrait construire une échelle des catégories socio-culturelles à confronter aux professions et catégories sociales de l'INSEE.

Les critères de distinction sociale

Le changement social n'est pas à chercher uniquement dans l'antagonisme des classes sociales, mais aussi dans la marge de manœuvre personnelle par rapport à la norme, puisque le système de valeur est devenu objet de choix individuels, de plus en plus marqués par le développement du temps libre.

Le changement social sort donc des ornements où nous voulions le maintenir par commodité et paresse d'analyse. Il en sera de même pour les acteurs de ce changement social. Exit les ouvriers, les paysans. Quant aux classes moyennes, les précaires et les nouveaux pauvres, il ne sont guère promis à endosser le rôle du messie dans la super-production : « Le changement social pour tous ».

D'autres font la révolution, leur révolution, tout seuls dans leur coin. Bien minuscule révolution peut-être, et sans même en avoir une vision claire. Je veux parler des retraités, et notamment de ceux qu'il est convenu d'appeler les jeunes retraités.

Démographiquement, il y a autant de personnes avant le travail

de la mortalité et une augmentation sensible dans l'espérance de vie à tous les âges. Dans le même temps, le dispositif du maintien à domicile permet à 95% des retraités de vivre chez eux, le niveau de vie s'est considérablement amélioré (mis à part

tion démographique et dont les risques de dépendance font décoller la demande de lits métallisés dans les institutions médico-sociales et les plus jeunes retraités pour lesquels des études de marché s'avèrent indispensables si nous voulons

Ces stéréotypes sont liés, bien sûr, au vieillissement biologique, mais aussi aux structures sociales qui entourent la personne âgée et à l'évidente polarisation de la société actuelle sur la jeunesse qui repousse la vieillesse, la mort et les mourants.

més : « les têtes blanches », « le tri-âge », « les jeunes vieux », « le grand âge », « les personnes âgées ». Les modèles anciens, marqués par l'hospice, l'assistance et ensuite par le club de village sont rejetés par les retraités eux-mêmes.

Nos vieux rajeunissent et des sous-groupes, plus jeunes, se constituent (pré-retraités, jeunes retraités, jeunes vieux). Cette évolution se manifeste qualitativement par l'investissement du temps libéré et pour lequel des réponses sociales sont à construire.

Sans vouloir lire dans le marc de café, il est possible de dégager les grandes tendances du changement social qui s'amorce. Alors que les retraités vont passer de 12 à 14% de la population totale actuelle à 21 ou 33%, les nouvelles valeurs du temps libre vont se renforcer pour aboutir à un sentiment très fort d'utilité sociale tiré de leur « capital temps libre ».

Au plan des conditions de retraite, les droits sociaux et la retraite solidarité vont être remis en cause par la diminution des transferts entre caisses de retraite et, donc, le volume des pensions servies va très nettement se réduire. Les normes de la retraite, aujourd'hui centrées sur les comportements de la « vie active », développeront des innovations en réaction contre les valeurs dominantes au profit d'actions de solidarité inter-générationnelles.

Le modèle de retraité, en 1989, tend vers la retraite active, la participation à la vie sociale. Dans un futur proche, la conquête de nouveaux rôles sociaux est envisageable. Dans notre société actuelle, la création de multiples associations témoigne du « pouvoir retraité ». Demain cette force sera puissante, reconnue, institutionnalisée. Et si les acteurs sociaux mènent en ce moment une action étatique ou de type syndical, les retraités eux-mêmes vont devenir des acteurs sociaux de premier plan à côté de l'Etat et des organisations spécifiques.

Marc DERHENNES



quelques rares femmes très âgées) pour atteindre 5 000 F mensuel en moyenne pour un compte, soit 25% supérieur aux ressources d'un ménage à salaire unique égal au SMIC.

Bien sûr, la retraite ne gomme pas les disparités économiques : un tiers des retraités reçoit les deux tiers des pensions servies. Les plus défavorisés sont aujourd'hui les 55-64 ans. Ils cumulent le plus grand nombre d'avantages : professions indépendantes encore actives, détentrices de fort patrimoine d'usager professionnel, âge où l'on reçoit les héritages sans les transmettre encore aux générations plus jeunes, les retraités possèdent trois résidences principales sur dix, une résidence secondaire sur trois et trois actions ou obligations sur quatre. Les revenus patrimoniaux représentent 10% de leur revenu total.

Un nouveau groupe social influent ?

Jamais le contexte n'a été aussi favorable aux retraités et propice à la constitution d'un nouveau

répondre dans l'instant à des désirs et des besoins non formulés explicitement.

Entre ces extrêmes, deux et bientôt trois générations de retraités aimeraient bien coexister pacifiquement sans jamais se rejoindre tout à fait. C'est le fossé des générations. Les parents et leurs enfants de 60 ans ont bien du mal à partager les mêmes clubs. Comme les parents y sont bien installés, ils sont indéboullonnables...

Mais qu'est-ce qui les oppose ? pêle mèle : le déclin historique de la valeur travail, l'émergence du temps libre, les valeurs associées au temps libre. Citons les trois pôles d'activités du temps libre : la vie familiale, valeur refuge fondamentale en période de difficultés économiques ; la télévision, castration de la vie familiale sans saturation prévisible du taux d'écoute ; la progression du travail libre où la créativité est opposée à l'aliénation du travail contraint. L'accent est mis alors sur l'utilité sociale d'un tel travail dès lors que la motivation première n'est plus pécuniaire.

Les jeunes retraités, en tant qu'adultes venant de quitter la vie professionnelle, sont imprégnés, à la différence des plus anciens, de ces traits culturels qui vont en s'affirmant.

Les jeunes retraités, parce qu'ils disposent d'un « capital temps » immense tout entier tourné vers la consommation individuelle de loisirs ou dans une recherche d'utilité sociale, et d'un capital économique qui n'a jamais été meilleur, deviennent les porteurs tout désignés des nouvelles valeurs du temps libre. L'économiste et sociologue Roger Sue les définit comme tel : la polyvalence de savoir et savoir-faire acquis dans la diversité des activités, la créativité et l'expérimentation sociale, l'hédonisme et l'affirmation du droit au plaisir pour l'individu à la retraite.

Ils sont donc logiquement à la pointe d'un changement social où l'identité de l'individu se définit moins dans le travail que dans la valorisation liée aux activités du temps libre. Mais être à la pointe, c'est se différencier des autres, d'autres groupes sociaux qui leur rendent bien. L'image du retraité, dans notre société, est toujours négative et bien plus que la réalité de ceux-ci prise dans leur ensemble ne le justifie.



qu'après le travail. Plus de dix millions de Français ont plus de 60 ans, presque un Français sur cinq. Depuis 1983, nous voyons apparaître des pré-retraités de 52 ans... Cet accroissement démographique des retraités s'enracine dans une baisse

groupe social influent. D'autant plus que les mentalités ont changé. Dix ans plus tard, ce ne sont plus les mêmes retraités. Ceux qui se partagent le haut de l'affiche sont les plus vieux, les 75 ans et plus, champions toutes catégories de la multiplica-



PRISONNIERS KANAKS

La solidarité continue...

LES événements récents, dont l'assassinat de J.-M. Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné, nous ont prouvé que le soutien au droit du peuple kanak devait se définir différemment, avec d'autres objectifs. En effet, jusqu'à présent, le soutien s'organisait uniquement sur des positions politiques, voire même politicardes, à court terme et ponctuellement, ce qui ne correspondait pas souvent à l'aspiration de la population kanak.

Le Comité des familles d'Ouvéa

Le Comité des familles d'Ouvéa s'était créé sur d'autres bases : soli-

darité directe, à l'écoute des besoins, échange concret avec les prisonniers et leur famille. Ce comité a été créé, à l'initiative des familles d'Ouvéa, vers la mi-mai 1988 après l'arrivée des prisonniers incarcérés en Ile-de-France, suite à l'attaque de la gendarmerie de Fay-croué et de la prise d'otage. Ce comité a servi de relai aux familles kanaks pour parrainer les prisonniers. Un réseau de solidarité s'est créé à travers toute la France, jusque dans les plus petites communes : environ 4 000 parrains et marraines pour apporter le soutien moral, matériel et financier à ces prisonniers démunis, arrachés à leurs familles, arrivés dans des con-

ditions qui déshonorent la justice française.

Ce comité a fonctionné jusqu'à leur libération, le 17 novembre 1988 ; libération qui s'est d'ailleurs faite d'une manière équivoque, très frustrante pour les parrains et marraines, qui n'ont jamais pu rencontrer leurs « filleuls ». De véritables relations d'amitié s'étaient établies à travers les échanges de courrier et ne demandaient qu'à continuer.

Nous savions, par les rares nouvelles qui nous parvenaient de là-bas, que leur retour a posé un problème au sein de la communauté d'Ouvéa. Cette communauté était toujours en état de choc après l'assassinat des 19 Kanaks dans la

grotte de Jossanah et les brutalités infligées à la population par l'armée. Plusieurs erreurs ont été commises, à la fois par le gouvernement, le FLNKS et les comités de soutien en France, tout le monde porte sa responsabilité dans les tragiques événements du 4 mai 1989, pas seulement Djoubelly Wea. On a laissé les gens de Gouanah complètement isolés, oubliés des Accords de Matignon.

Pour un soutien au peuple kanak

Aurait-on pu éviter ce drame en étant à leur écoute, au lieu de les laisser repliés sur eux-mêmes, attendant toujours que la justice désigne les coupables du massacre du 5 mai 1988 ? Personne ne peut le dire. Les accords n'ont réussi à réparer ni moralement ni matériellement les dommages causés à la population, au contraire, ils n'ont fait que renforcer la marginalisation de certaines familles.

Nous pensons que le soutien au peuple kanak passe par la solidarité et l'ensemble de la communauté, surtout en évitant de rentrer dans le débat interne du FLNKS, en travaillant avec toutes les tendances, sans exclusion aucune (FULK y compris).

Le Comité des familles d'Ouvéa propose de continuer le soutien sous la forme :

- d'aide ponctuelle et immédiate pour les gens de Gouanah, puis d'élargir à toutes les veuves et orphelins victimes du colonialisme sur tout le territoire ;
- le comité se définit aussi comme lieu d'accueil pour les enfants pendant les vacances scolaires : Prise en charge pour les familles, échanges d'enfants avec les familles kanaks ;
- accueil des étudiants et stagiaires dans les familles en métropole ;
- soutien d'un ou de plusieurs projets proposés par les communautés kanaks.

Ginette SKANDRANI



ACTION DIRECTE
Des militants qui meurent

PRES de deux mois de grève de la faim. Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, militants d'Action directe, poursuivent au fil des jours leur chemin vers la mort.

Silence, ils s'éteignent. Les médias, qui avaient fait tant de tapage à leur propos, sont aujourd'hui muets, et pourtant aux aguets : la mort de l'un ou de l'autre des militants permettra peut-être bientôt de macabres festins éditoriaux, encore plus succulents à la sauce du bicentenaire...

Serge Quadrupani, dans son excellent ouvrage, *L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée*, a analysé les mécanismes qui ont conduit les quatre militants là où ils en sont. Nul doute que la presse y ait joué un grand, un sale rôle : Action directe a fait vendre, quand *Le Matin* publiait l'interview de Jean-Marc Rouillan, alors clandestin ; Action directe a fait vendre plus encore, quand *Libération* fit sa une du cadavre de Georges Besse, et d'une mare de sang dans le caniveau ; plus tard, encore, quand toute la presse recueillit dévotement les pantalonades des flics qui les avaient arrêtés, et sagement recopiés les délirantes explications de leur arrestation... Cette même presse s'est ensuite régolée de leurs condamnations et de leur interminable jeûne, de décembre à février 1988.



Aujourd'hui, plane sur les quatre militants un silence de mort. Un silence qui fait peur. Car l'histoire d'Action directe ne se résume pas à des scoops bidons et à des gros titres sanglants. C'est aussi celle d'un triomphe atroce de l'Etat contre des militants aujourd'hui emmurés vivants et à perpétuité, si isolés, tant politiquement que physiquement, qu'ils épargnent à la justice la peine de les tuer : ils se détruisent eux-mêmes, dans un silence de mort.

Romp ce silence l'espace de quelques lignes n'est sans doute pas un soutien. Mais quel soutien accorder à des militants dont ni la cause ni les pratiques ne sont les nôtres ? L'heure n'est pas, aujourd'hui, à la dénonciation de ces pratiques et de l'idéologie d'Action directe, et nous laisserons à d'autres le soin de tirer sur des corbillards. L'heure n'est pas non plus à un soutien tardif et hypocrite. Non, les militants d'Action directe ne sont pas des nôtres, celles qu'aient été, jadis, leurs bases libertaires. Mais leur destruction est le triomphe d'un Etat que nous entendons, nous aussi, anéantir. En cela, l'agonie de quatre militants dans une ultime avant-garde est, pour les révolutionnaires, l'histoire d'une tragédie.

Pascale CHOISY

BORNÉO

Le déracinement sauvage

Il y a quelque temps, alors que le téléspectateur rassasié dormait du sommeil du juste d'une overdose de publicité, l'écran s'illumina. Pendant cinquante deux minutes, une succession d'images et de mots envahirent et dérangèrent la conscience de l'écolo-humaniste moyen, voire du simple noctambule attardé.

Pour préserver sa liberté et même sa vie, un homme depuis deux ans est isolé du monde, dans la plus parfaite ignorance de celui-ci. Aucun contact avec l'extérieur n'est envisageable. L'équipe de télévision a pourtant réussi l'impossible rencontre, convoitée sans succès par nombre de confrères étrangers, et réalisé le reportage, cordon ombilical éphémère avec l'opinion publique occidentale.

Il lutte pour la survie

Une île, Bornéo : tache encore verte sur fond bleu Mer de Chine. Un homme blanc parmi les autochtones hâlés : Bruno Munier, 33 ans, Suisse de nationalité, Pou-nan de cœur. Il lutte pour la survie de ce peuple ancien de la jungle, menacé de disparition depuis que les autorités indonésiennes, à l'instar de leurs consœurs brésiliennes pour l'Amazonie, ont

entrepris une déforestation radicale du territoire.

Quarante commandos le recherchent sans relâche avec ordre de le capturer mort ou vif pour mettre fin à ses activités « subversives » : incessables constructions de barrages pour freiner l'acheminement du bois et, donc, la désertification du site. Chaque arbre qui tombe, c'est un peu de civilisation en plus, et c'est un peu de civilisations en moins.

On assiste, en cette fin du deuxième millénaire, au choc de deux mondes : le monde naturel et le monde artificiel ; le monde sauvage et le monde apprivoisé ; le monde de ceux qui savent et le monde de ceux qui ont oublié ; le monde de l'homme de sagesse et le monde de l'homme de raison ; le monde de l'instinct et le monde du calcul.

Certes, à terme, la rencontre est inévitable, mais elle doit résulter d'un choix librement consenti et non être provoquée, encore moins imposée, par la force et l'oppression.

Dans ces jungles protectrices, hors du temps, les racines de l'homme par ces tribus préservées s'entremêlent depuis l'origine à celles des arbres ; leur sort est lié, à leur pérennité indissociable. Rien ne justifie le viol et l'anéantisse-

ment d'un peuple, d'une culture, l'effacement en un geste d'une œuvre séculaire, d'une histoire tissée au fil des ans, exemplaire unique en proie aux avidités d'un vandalisme aveugle.

Faut-il vivre d'une exploitation aujourd'hui, au risque d'y succomber demain ? Faut-il sacrifier faune et flore de ces forêts, dans un processus réputé irréversible ? Les responsabilités de cet acte devant l'histoire est-elle appréciée avec discernement ? Ses conséquences sont-elles estimées et maîtrisées ! Quel héritage léguerons-nous aux générations futures ? Aussi strictes soient les lois qui dictent parfois l'économie, les décisions doivent considérer les impératifs écologiques et, en priorité, les intérêts de tous les humains.

Quelle attitude adopter ?

Il y avait l'extermination des éléphants, le massacre des rhinocéros des jungles, il y a maintenant aussi l'holocauste de l'indigène des jungles, crime plus subtil : c'est l'arbre qui est abattu et c'est l'homme qui tombe. Pour la condamnation à mort d'un auteur de versets, l'opinion mondiale s'est émue avec pertinence, au nom de la liberté d'expression. Pour la

condamnation à l'extinction d'un peuple, cette force influente, une nouvelle fois, doit opposer son indignation au nom de la liberté d'exister.

Les intérêts et l'enjeu sont nôtres. Ils représentent l'idée d'une certaine éthique de l'homme et de la nature, d'une conscience responsable. Le temps est venu d'oublier les raisonnements étriqués, les certitudes confinées dans une tradition désuète, les concepts prisonniers d'une adulation caduque des frontières qui sont autant d'obstacles à l'ouverture d'esprit. En vérité, il n'existe pas de France, pas même d'Europe, d'Etats-Unis ou de Russie ; il y a les habitants de la planète Terre, consommateurs d'oxygène, producteurs de conflits ou d'unité, selon l'optique choisie, et seuls détenteurs de leur avenir.

Quelle attitude adopter ? Chaque jour de résistance de Bruno et ses amis apporte la réponse ; cri de révolte étouffé sous le poids de l'isolement, de la menace omniprésente. Nous nous devons de l'amplifier, d'être l'écho de cette supplique avant que la chute du dernier arbre ou qu'une balle qui siffle ne réveille... nos remords.

JEAN

N° 758 JEUDI 29 JUIN 1989

CHINE

Interview de Lucien Bianco

Lucien Bianco, professeur à l'École des hautes études, spécialiste de la Chine, était l'invité de Radio-Libertaire le samedi 17 juin. Il nous dresse ici un portrait des principaux dirigeants du Parti communiste chinois et tente, avec nous, de mieux comprendre les derniers événements. Comment fonctionne ce parti de 45 millions d'adhérents ? Qui sont ces étudiants, ces ouvriers et ces paysans ? Et quel avenir pour la Chine ?

La rédaction

— **Radio-Libertaire** : Nous allons essayer de prendre un peu de recul par rapport aux événements de ce printemps 1989. Pour essayer de comprendre ce qui s'est passé en Chine, peux-tu nous présenter les différentes composantes de la société chinoise, à commencer par le Parti communiste chinois ?

— **Lucien Bianco** : Deng Xiaoping est avant tout un vieux communiste stalinien, contrairement à ce qui s'est dit, il n'a jamais été libéral ou « démocrate ». Par contre, ce qu'il ne faut pas lui enlever, c'est son opposition constante au maoïsme. Mais, déjà en 1978-1979, en bon stalinien, il s'est servi du premier printemps de Pékin pour combattre les maoïstes de la tête du Parti communiste chinois (PCC). Une fois arrivé au pouvoir, il a réprimé, puis emprisonné les principaux animateurs des manifestations (1).

Li Peng est jeune (60 ans), certains le présente comme le fils adoptif de Chou Enlai. C'est un parent, l'homme de paille des octogénaires au pouvoir.

« Pour réprimer, Deng Xiaoping a dû s'appuyer sur les adversaires de sa politique »

Zhao Zyang et Hu Yao Bang sont aussi présentés comme « libéraux ». C'est rapide, Hu Yao Bang était le secrétaire général choisi par Deng Xiaoping pour lui succéder, il va sauter et porter le chapeau lors des manifestations de 1986-1987 (pour la liberté et contre la corruption). Ce sont des partisans des réformes économiques, certes, mais avant tout ce sont des cadres du parti, et l'un comme l'autre serviront de bouc émissaire à Deng Xiaoping par rapport aux conséquences de la politique économique et sociale qu'il leur a fait mettre en place.

Il faut voir que la succession de Deng Xiaoping est l'unique précoc-

cupation des hauts cadres du PCC, ils sont tous divisés ; Deng Xiaoping, pour réprimer le mouvement, a dû s'appuyer sur les adversaires de sa politique, rien n'est réglé.

— **R-L** : Et le cadre moyen en Chine ?

— **L. B.** : Le parti est très profondément divisé, ce qui explique en partie le manque de réaction au début du mouvement. Il y en a qui sont pour continuer les réformes économiques et politiques ; bien sûr, il y en a qui sont contre au nom du maoïsme ; et un certain nombre sont contre l'arrivée d'une technocratie universitaire qui prendrait



leur place. L'arrivée du libéralisme a amené des richesses que les cadres s'accaparent ; d'où corruption, spéculation, etc. ; donc, perte de confiance dans la légitimité du parti.

— **R-L** : Les étudiants, qui sont-ils ? Leurs revendications sont en fait mal connues.

— **L. B.** : La majorité est de catégorie sociale privilégiée, il y a très peu de fils d'ouvriers et encore moins de fils de paysans. Pour des raisons simples : les places sont limitées, donc la sélection et la concurrence très sévère.

Quand je suis allé dans la province du Yunnan, il y avait environ

250 places pour 37 000 candidats. De plus, dans les quatrièmes épreuves d'entrée en faculté, il y avait de l'anglais ; or, dans les campagnes chinoises, il n'y a pas de professeurs d'anglais. L'inégalité sociale est donc patente, mais il faut le répéter, c'est encore moins dramatique que sous « l'égalitarisme maoïste ». De même, en faculté, on trouve plus d'enfants d'intellectuels que de fils de cadres du parti, les contacts avec l'étranger se sont multipliés, les étudiants ont comparé leur vie à celle de leurs collègues occidentaux.

Tout ça pour dire que le printemps 1989 n'est pas né de rien. Il est évident que les étudiants préparaient des manifestations pour la célébration du 4 mai 1919 (2). Les étudiants voulaient utiliser les mots d'ordre de 1919 contre le PCC actuel, qui pourtant s'en réclame et présente le 4 mai 1919 comme à l'origine du communisme chinois. La célébration des morts, des anniversaires, est un des éléments principaux de la « culture » chinoise, ils sont souvent prétextes à diverses manifestations !

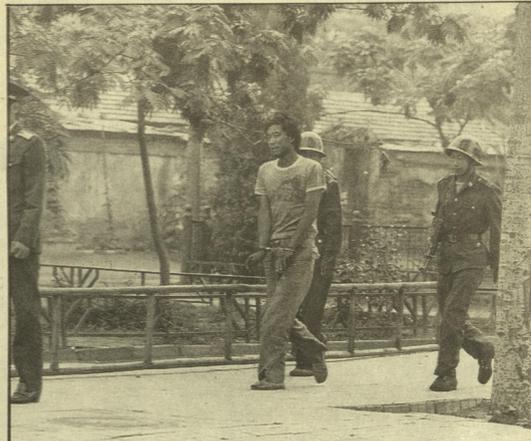
— **R-L** : Régulièrement, en Chine, des « mouvements estudiant-

ins et sociaux » secouent le parti, malgré tout on ne perçoit pas une organisation structurée de la dissidence. Chaque génération fait et « subit » sa propre expérience.

« Toute la Chine urbaine a basculé dans la contestation contre le parti »

— **L. B.** : Les anciens savent ce qu'il en coûte de se dresser contre le parti ; il est vrai que le « programme » politique paraît sommaire, qu'il n'y a pas de revendications immédiates précises. Par contre, par rapport aux précédents mouvements, il y a eu adhésion de toute la population urbaine, ce qui est un événement. Toute la Chine urbaine a basculé dans la contestation contre le parti. Pendant le « printemps de Pékin » (1978-1979), il n'y avait eu que quelques dizaines de contestataires, des « héros », ils le payent encore aujourd'hui. Le lien 1979-1989 s'est fait aussi dès le début de l'année : des chercheurs, des universitaires, ont fait circuler des pétitions en faveur de Wei Shun Shen et de ses camarades (voir *Monde libertaire* n° 750). En 1986 et 1988, il y a eu, déjà, des manifestations place Tian Anmen, sur des mots d'ordre identiques. On peut se demander d'ailleurs comment et pourquoi le PCC n'a rien vu venir.

— **R-L** : Et les ouvriers ? Certains pensent que leur volonté, clairement affichée, de s'organiser en



dehors du parti a accéléré le processus de répression...

— **L. B.** : Je suis assez septique sur la force de ce mouvement, pour l'instant. Sur le reste, il est vrai que le parti ne peut tolérer que « ses » masses s'organisent en dehors de ses organisations. Mais les conditions de vie des travailleurs, la précarité d'emploi de la plupart les rendent peureux. Il y a une grande disparité de condition, beaucoup viennent de la campagne et ne veulent surtout pas y retourner. Si revendications il y a, elles sont matérielles et salariales ; leur volonté d'auto-organisation est embryonnaire et nettement moins développée que chez les étudiants.

La haine du parti est très répandue, et la lutte contre la corruption et l'inflation met toute la Chine urbaine d'accord, mais cela ne va pas plus loin.

Le syndicalisme chinois existait avant la révolution, il était d'origine anarcho-syndicaliste mais, depuis 1949, il n'y a plus rien sinon les syndicats officiels. A chaque crise, on a vu des ouvriers participer aux manifestations, mais ils étaient très minoritaires. Pendant la « Révolution culturelle », il y a eu révolte et « insurrection » contre le parti et l'autorité en général mais, là encore, les ouvriers étaient manipulés et au service d'une fraction du parti. Ils l'ont toujours payé très cher !

— **R-L** : Et les paysans ? Cette minorité de 800 millions de Chinois !

— **L. B.** : Il faut voir que le déferlement de mensonges, d'images truquées à la télévision, ne s'adressent qu'aux paysans. En ville, tout le monde sait ; à la campagne, le parti est la seule source d'information. De plus, la décollectivisation des terres est extrêmement bien vue des paysans. On peut même dire que c'est l'essentiel des réformes de Deng Xiaoping, et qu'elles ont réussi. Pour autant, Deng Xiaoping n'est pas assuré d'un soutien inconditionnel des paysans. Sa politique était bien vue, mais l'inflation fait son apparition, les réformes sont bloquées et surtout la politique imposée de l'enfant unique mécontentent la paysannerie chinoise. Le paysan n'a pas de retraite, donc seul un fils qui prendra la suite lui garantira ses vieux jours ; l'enfant unique est insupportable. Si le premier est une fille, certains la noient, quand les équipes sanitaires du parti passent dans les villages, les femmes fuient, se cachent, pour éviter les stérilisations ou l'avortement obligatoire. Il faut bien dire que le problème de surpopulation est immense, pour l'instant insurmontable et sans réelle solution équitable. Tout cela, la Chine le doit au parti et surtout à la politique catastrophique de Mao.

— **R-L** : En conclusion ?

— **L. B.** : A brèves échéances, la répression va s'accroître des hommes et des femmes vont payer. De l'autre côté, sans se faire trop d'illusions, il faut prêter attention aux quelques signes encourageants que l'on perçoit, même s'ils sont rares. D'autant que les informations vont devenir encore plus rares, y compris pour nous spécialistes.

Les Etats-Unis et le problème chinois

Bien qu'il soit un peu tôt pour constater les réactions de fond du peuple américain face aux événements de Chine, on peut déjà observer celles du gouvernement mêlées de méfiance et d'inquiétude. Depuis le début du siècle, les Etats-Unis ont influencé la politique chinoise, en particulier à partir de 1949, en essayant de marginaliser les forces progressistes au nom de l'anticommunisme. C'est seulement depuis la fin 1971, avec la visite secrète de Kissinger, puis de Nixon, que les contacts se sont à nouveau multipliés, et que le capital américain a pénétré massivement l'économie chinoise. En 1986, Deng Xiaoping fut alors nommé l'« homme de l'année » par la magazine « Time », ce fut la consécration ! On comprend mieux l'embarras actuel du pouvoir américain.

D. N.



林昭榮等七名罪犯被处决

ARGENTINE

Les émeutes de la faim...

« **L**a raison d'Etat ne sera jamais la raison des peuples ». C'est avec ces mots que, le 19 juin, lors d'un meeting à Paris, Hebe Bonafini, présidente des Mères de la place de Mai, commençait son allocution et entrait dans le vif du sujet. L'Argentine vit dans un chaos total. Le peuple est abruti par la faim, la charité et l'idéologie antiterroriste. En ce mois de mai 1989, le peuple argentin a perdu son sang-froid et s'est livré au pillage des supermarchés, femmes et enfants en tête de la révolte.

Le salaire minimal est devenu l'un des plus bas du monde dans l'ex-phare industriel du capitalisme latino-américain et dans l'un des berceaux de l'anarcho-syndicalisme : un dollar nord-américain par jour. Quelques prix, pour comprendre la situation : le kilogramme de viande vaut un dollar ; la livre de riz un demi dollar ; un litre de lait et un kilogramme de pain un demi dollar. L'inflation a été de 200% ces trois derniers mois. Le pillage des magasins a été spontané, en dehors de tout groupe politique. Mais, pour les médias argentins, la cause est entendue : ce fut l'œuvre des voleurs et des gauchistes.

Menem et le fascisme new-look

L'état de siège fut proclamé. La loi antiterroriste, pas encore promulguée, a été appliquée. Vingt personnes ont été massacrées et 600 autres croupissent dans les geôles de cet Etat militaire qui a succédé à l'Etat fasciste des tortionnaires. Cet Etat en a profité pour raffer pêle-mêle militants syndicaux, libertaires, d'extrême gauche, etc.

Menem, le nouveau président (1), vient de déclarer au journal *Témoin Chrétien* : « Nous ferons, en Argentine, le fascisme sans les erreurs de Mussolini ». Ses armes : les multinationales, l'armée et le syndicat CGT. Le plus grave est que ce sont les pauvres qui l'ont élu, votant pour le mirage péroniste. Pourtant, certains groupes de travailleurs se sont organisés en dehors de la CGT. Ainsi, un syndicat d'ouvriers de la construction avait convié les gens à auto-organiser des soupes populaires. L'Etat les a emprisonnés pendant l'état de siège. Au même moment, Menem s'en foutait plein la panse lors d'une réception avec 3 000 militaires et collabos.

Le plomb et la samba

Menem s'est entouré d'une galerie de portraits horribles. Pendant le pillage, son ambassadrice itinérante, la femme la plus riche du pays, a préféré laisser aux Etats-Unis un tableau qu'elle venait d'acheter 365 millions de dollars. Le conseiller économique du président est le théoricien de l'ultra-libéralisme version Pareto (2). Le ministre de l'Economie est l'industriel le plus riche d'Amérique latine. La rumeur se répand que le gouvernement compterait embaucher des chanteurs et des danseurs brésiliens pour calmer le peuple.

Alfonso et Menem, main dans la main, ont été aux Etats-Unis négocier la dette. Ils ont accepté le plan BB, du nom de la multinationale Bunge and Born qui leur a offert 2 500 millions de dollars pour mettre le pays en coupe réglée. Face à cela, les partis de gauche se battent... pour entrer dans le système et s'intégrer à la raison d'Etat.

ARGENTINE

Incitation officielle à la délation publique

« Celui qui aura eu connaissance d'un fait, qui, sur le territoire de la province, introduit un trouble public, avec l'intention ou non d'imposer ou de combattre des idées ou de s'associer à de telles fins, pourra l'inscrire, avec ou sans réserve d'identité, auprès du ministère public du département le plus proche ».

Cet appel est signé par le ministère public, pouvoir judiciaire de la province de Buenos-Aires, et propose différents numéros de téléphone pour que la population collabore à cette tâche. L'initiative comporte une incitation directe et grossière à la délation publique, incompatible avec un régime politique élémentaire de liberté et de vie démocratique. C'est de plus un encouragement dangereux à la persécution pour des idées, à la basse vengeance sous prétexte de défendre les institutions, et cela entraînera une répression inadmissible du droit de réunion et du droit de soutenir des convictions politiques et idéologiques de quelque nature qu'elles soient.

Extrait de « El Libertario », Buenos-Aires, avril-mai 1989



Pendant l'état de siège, la « gauche unie » a refusé de s'associer à la manifestation des Mères de la place de Mai, mères des disparus qui voulaient exiger la libération des prisonniers des émeutes de la faim. En fait, seuls quelques groupes de révolutionnaires et les mères se battent contre l'Etat et le système. Les mères ont lancé une pétition internationale contre la loi antiterroriste qui doit baliser le retour au fascisme (3).

Alfredo Martin (4) déclare : « Les mères sont la seule tendance historique qui, depuis douze ans, a pu se confronter à l'institution de la disparition, à l'Etat, logique de fer, d'enfer et d'enfermement ». Pendant la dictature, 340 camps urbains d'extermination fonctionnaient. La méthode Zyklon B avait même été améliorée : les militaires endormaient les disparus par piqûres et les jetaient à la mer. Depuis la chute de la dictature, consécutive à la guerre des Malouines de 1982, le pouvoir législatif aux mains des radicaux, élus pour châtier les tortionnaires, a voté plusieurs lois d'amnistie

dans l'intérêt de l'unité nationale. Aujourd'hui, quelques officiers sont assignés à résidence dans des palaces, et leur « libération » sert de prétexte aux divers coups de force militaires, destinés à montrer au gouvernement, et surtout au peuple, qui commande en Argentine. Pendant ce temps, le gouvernement français refuse l'asile politique aux Argentins, car ce pays vit en « démocratie » selon nos fins politiciens, adeptes de l'auto-amnistie. Les tortionnaires étaient dans la rue, armés par les escadrons de la mort ; désormais, l'Etat leur redonne des « terroristes » à charcuter en toute quiétude.

Xavier MERVILLE
(Gr. Carlo-Caffero)

(1) Menem doit officiellement prendre ses fonctions le 10 décembre 1989.

(2) Pareto, théoricien du libéralisme, était ministre de l'Economie de Mussolini.

(3) Elle est disponible à SOLMA, 18, rue Nollet, 75017 Paris.

(4) Auteur du livre *Les Mères* "folles" de la place de Mai, juin 1989, éd. Renaudot et cie.

HOLLANDE

Semaine féministe

DANS quelques semaines commencera la semaine des femmes. Nous avons beaucoup travaillé, au cours des mois passés, afin d'organiser cette semaine. Cela signifie rédiger des articles de discussion pour préparer les thèmes (que vous trouverez ci-joint), organiser des fêtes pour collecter de l'argent, beaucoup de réunions pour concrétiser l'organisation du campement : tentes, eau, nourriture.

Bien que nous devions travailler dur, nous sommes déjà très enthousiastes, surtout grâce aux réactions positives de pays variés. De plus, les femmes du groupe de préparation s'entendent très bien entre elles.

Le programme de la semaine s'annonce comme suit :

- le 5 juillet : la « traite des femmes » (marché illégal des femmes) et le « sextourisme » ;
- le 6 juillet : le contrôle politique sur la croissance de la population et la technologie de la reproduction génétique ;
- le 7 juillet : la lutte des lesbiennes ;
- le 8 juillet : les femmes en psychiatrie ;
- le 9 juillet : les femmes en prison.

Pour ce qui est du 10 juillet, nous voulons, ce jour-là, évaluer la semaine et étudier comment, à l'avenir, nous pourrions travailler et lutter ensemble pour la liberté.

La bonne marche de cette entreprise dépendra de ce qui se sera passé exactement au cours de la semaine et des thèmes que nous aurons débattus.

Nous voulons, pour la préparation de cette conclusion, organiser une rétrospective journalière, où toute femme volontaire pourra analyser le déroulement de la journée, apporter ses critiques et ses idées nouvelles.

Pour cette semaine, nous attendons environ 600 femmes. Il y a eu des réactions de France, d'Angleterre, d'Allemagne, du Danemark, d'Espagne, d'Irlande, de Finlande, d'Ecosse, de Grèce, d'Italie et de Hollande. Ces réactions viennent de femmes qui veulent venir ou de groupes se préparant déjà au départ.

Il y aura un campement dans une grande plaine près de Ruigoord, un petit village à 15 km d'Amsterdam. Pour se rendre au village, il faut prendre le bus en direction de IJmuiden (ligne 82) à la gare de Sloterdijk. Il faut descendre à Ruigoord et marcher pendant 5 minutes. Il y a des flèches pour indiquer la direction.

Nos moyens financiers sont limités, c'est pourquoi nous ne pourrions pas louer des bungalows sanitaires, il faudra donc improviser ; creuser des toilettes et se laver dans un petit lac situé près du campement, celui-ci est aussi utilisé par les

habitants du village (donc aussi par les hommes), et nous ne pourrions en aucun cas utiliser du savon pour des raisons d'environnement.

Si cela ne suffit pas, il sera communiqué des adresses d'établissements de bain à Amsterdam.

Un groupe de femmes fera le petit déjeuner, déjeuner, dîner et s'occupera du thé et du café pendant la journée, qui seront vendus à prix coûtant. Pour les denrées alimentaires principales, il y a un petit magasin pour celles qui préfèrent faire la cuisine elles-mêmes. Il faudra apporter les ustensiles pour faire la cuisine.

Il y aura des tentes pour une crèche, une infirmerie, un bar, des vidéos, et une grande tente pour introduire, le matin, le thème de la journée et, le soir, les divertissements (théâtre, musique, etc.).

L'entrée, pour toute la semaine, coûte 15 florins. Soit 3,50 florins par jour. Cet argent sert à couvrir une partie des dépenses, dépenses s'élevant environ à 15 000 florins. Cela signifie que nous avons besoin d'environ plus d'argent, les donations sont les bienvenues.

A cela s'ajoutent les frais journaliers, l'alimentation s'élevant à 10 florins par jour, en conclusion la semaine coûtera environ 100 florins à chacune.

Nous aurons fini la brochure des débats début juillet. Elle sera en vente sur le campement. Cette dernière contiendra le programme culturel et le programme définitif du déroulement de la semaine.

Il a été proposé, en Hollande, d'organiser une discussion sur l'organisation des femmes sur le plan national. La date a été fixée pour le vendredi soir. Rappelons que la semaine commence du 5 au 11 juillet.

Il est préférable pour les femmes qui veulent participer à toute la semaine d'arriver dès le 4 juillet, de manière à mieux se connaître et éventuellement à apporter leur aide pour l'installation des grandes tentes, installation qui représente un travail énorme.

Nous avons déjà une assurance qui couvre un minimum, mais il est peut-être préférable et nécessaire de faire une demande d'assurance à l'étranger pour celles qui le désirent. Nous espérons que vous êtes suffisamment informées et aussi enthousiastes que nous. Alors rejoignez nous nombreuses au camp. Rendez-vous en juillet, mois où nous allons toutes passer une semaine géniale et créative !

Les femmes de la semaine internationale des femmes

Les femmes de la semaine internationale des femmes, Postbus 15527, 1001 NA Amsterdam (tél. : 010 20-257085, le lundi après-midi et mardi-soir).



AVOIR VINGT ANS DANS LES OREILLES

Interview d'un responsable de Radio Campus

DE 1969-1989 : 20 ans que les « campusards » ont pris le maquis des ondes ; 20 ans que les activistes de Radio Campus Lille maintiennent le cap, font bande FM à part, envers et contre tout ! Vingt ans que ces « Sans-cravate » bataillent, imperturbables ! Depuis 1969 en effet, Radio Campus a su par son originalité et par la volonté de ses animateurs et responsables marquer son indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques ou commerciaux. Depuis 20 ans, par son fonctionnement réellement associatif, grâce au soutien de ses nombreux auditeurs et partenaires, elle est restée un véritable outil de communication sociale et culturelle, où sont accueillis toutes les minorités et tous les exclus de la bande FM commerciale. Radio Campus Lille, ou avoir 20 ans dans les oreilles...

P.-P. JACQUES

— Centre culturel libertaire : Pierrot, tu es l'actuel directeur de la programmation, un des piliers, un des fondateurs de la station... Radio Campus, la première radio libre de France, si je ne me trompe pas !

— Pierrot : En effet, Radio Campus émet depuis 1969, et à cette époque nous étions vraiment les seuls.

— CCL : Est-ce que tu peux retracer les grands moments qui ont jalonné l'histoire de Campus ?

— P. : De 1969 à 1974, ça a été la période de la création de Campus. On a profité d'une certaine tolérance. Campus a été créée par des gens qui voulaient faire de l'animation musicale sur le campus universitaire. C'étaient des étudiants. Le campus, à l'époque, c'était un désert, un ghetto situé à environ 7,7 km de Lille, et pas du tout intégré dans la ville nouvelle. Le gars qui n'avait pas de bagnole, l'étudiant qui était dans sa piaule le soir, à part le ping-pong et la télévision, il n'avait rien à foutre sinon taper le carton, ou dormir...

On a trouvé donc, au départ, un certain nombre d'étudiants qui voulaient mettre de l'animation, et d'autres, dans la mouvance de Mai 68, qui éprouaient le besoin de faire quelque chose, de sortir un peu des clous... Il faut se souvenir aussi qu'en radio, dans ces années-là, on passait vraiment de la soupe. On était « victime » des périphériques ; il y avait RTL, Europe 1 et ce qui est devenu France Inter. Mais c'était des radios du pouvoir où, même sur un plan musical, c'était le « non-sens »...

— CCL : Et après ce démarrage toléré...

— P. : Ce démarrage, curieusement, a donné lieu à plusieurs structures de nous soutenir. Campus n'a jamais vraiment été piraté. C'était une association déclarée ; on en connaissait les responsables. On avait le soutien de l'université, du rectorat, du CROUS. Jusqu'en 1974, jusqu'à l'arrivée de Giscard, vu le succès qu'avait obtenu notre radio, on a eu des problèmes. On portait à l'époque jusqu'à Douai, Dunkerque. On couvrait l'ensemble de la métropole lilloise. On devenait gênant. Et, en 1974, il a fallu mettre un frein parce que ça pouvait donner des idées à d'autres.

En 1974, des menaces ont été formulées. Ça n'a pas été l'interdiction directe, l'envoi des flics, mais plutôt des pressions exercées sur des gens individuellement. Les fondateurs, nous étions devenus salariés ; nous avions trouvé du boulot. On a fait pression sur nous, sur nos employeurs, sur l'université, parce que nous émettions (et nous émettons toujours) de l'Université de Lille 1. C'étaient des intimidations. Ce n'était pas carrément une interdiction : on ne nous disait pas que nous n'avions pas le droit. D'ailleurs, entre 1974 et les années 1979-1980, nous avons étudié les lois. Il y

avait un vide juridique à ce niveau-là. On s'est donc engouffré dans cette faille...

En 1977, d'autres radios sont nées. Il y a eu, en 1976, le phénomène de l'extension des radios libres, surtout en Italie... Et, entre 1977 et 1980, en France, on a connu une explosion d'initiatives similaires à la nôtre.

— CCL : Radio Campus a pris sa part de responsabilités dans le soutien à d'autres radios libres !

— P. : On a toujours essayé de voir ce qui se passait ailleurs. En France, il y a eu des expériences diverses, notamment avec Brice Lalonde. On a alors parlé des radios libres. Sinon, il existait quelques petites tentatives, comme Radio Verte en Alsace ou Radio Fil Bleu à Montpellier, une radio qui, politiquement, était plutôt giscardienne, en tout cas soutenue par des députés giscardiens.

A cette époque, s'est créé l'ALO (Association pour la libération des ondes). C'était alors la seule structure nationale qui rassemblait aussi des gens qui étaient prêts à se ruer sur un « nouveau créneau porteur »... Par contre, à partir de 1978, plusieurs autres structures se sont mises sur pied : les fédérations de radios libres (FNRL : Fédération nationale des radios libres, par exemple)... Campus y a toujours participé, pour suivre ce qui se passait. Régionalement, Campus a toujours été aussi à la pointe du combat, à la fois pour un soutien logistique (prêt de matériel, installation de « Quelle est verte ma radio », Radio Lille 59, Radio Quinqu-CGT...) que sur le plan de la mobilisation des gens...

— CCL : Et à partir de 1981 ?

— P. : L'année 1981, c'est la modification de la loi, l'autorisation à partir de mai 1981. Nous, on redémarre tout de suite en émettant 24 heures sur 24. On relance l'association avec les mêmes objectifs : outil de communication sociale et culturelle, outil d'animation, avec une priorité accordée à tout ce qui touche à l'université, à la recherche et aux étudiants, mais avec évidemment une ouverture qui n'a cessé d'aller en s'agrandissant depuis. Maintenant, Radio Campus est une radio véritablement « généraliste », où l'on traite de tout.

— CCL : Peux-tu donner un aperçu de la richesse des programmations ?

— P. : On a environ 60% d'émissions musicales et 40% d'émissions à thème, magazines ou infos. Pour les programmes musicaux, tous les genres sont représentés : du classique ou hard-core punk en passant par le jazz, la new-wave, la musique traditionnelle et folklorique, etc. Nous excluons tout ce qui a trait aux jeux débilés, aux hit-parades, etc., et nous favorisons la chanson française de qualité.

En ce qui concerne les émissions à thème, on recherche l'originalité. Les pays sont traités : l'Allemagne,

l'Angleterre, l'Amérique du sud, la Grèce, le monde arabe, l'Afrique noire..., j'en oublie certainement. Donc, des thèmes géographiques et politiques, et aussi des sujets plus pointus comme la vie de l'étudiant, un magazine lycéen, un magazine sur le cinéma, un magazine sur la moto... A noter aussi des émissions politiques. Il n'y a pas d'exclusive : depuis la Fédération anarchiste jusqu'à l'UNEF-ID, l'UEC (Union des étudiants communistes)... Ce que l'on refuse, à Campus, ce sont les gens qui sont pour l'exclusion, pour le racisme... On rejette l'extrême droite.

— CCL : Quelles sont les idées-forces à Campus ?

— P. : La liberté d'expression... dans le cadre des lois de la presse (pas d'insultes, pas de propos calomnieux).

— CCL : Campus est-elle une radio plutôt humaniste ?

— P. : Oui. Nous défendons une certaine tradition : liberté d'expression et indépendance vis-à-vis des pouvoirs. (...)

— CCL : Est-ce que tu peux parler maintenant du mode de fonctionnement de Campus ?

— P. : Nous constituons une association loi 1901, avec un conseil d'administration de neuf membres renouvelés par un tiers tous les ans par l'assemblée générale des adhérents. (...)

— CCL : Y a-t-il un réel renouvellement des membres du conseil d'administration ?

— P. : De mon point de vue personnel, la tendance est plutôt au désintérêt et à la désaffection. C'est général au monde associatif. Cela dit, nous formons une association dynamique. Nous sommes une centaine d'adhérents, ce qui veut dire environ 250 personnes qui font vraiment vivre la radio. Le problème se situe plutôt au niveau de la prise de responsabilité, de l'investissement dans le fonctionnement quotidien.

— CCL : Faites-vous également appel à des objecteurs de conscience ?

— P. : Les tâches vraiment quotidiennes d'administration, d'entretien, etc., sont confiées à des objecteurs. Avant, c'étaient des TUC. Mais après une expérience d'un an, on a renoncé à ce type de pratique pour des raisons politiques : c'était dégueulasse d'accueillir des jeunes sans pouvoir leur donner de réelle formation. On a arrêté cette expérience. (...) Actuellement, nous accueillons donc deux objecteurs. C'est la FLASEN qui les met à notre disposition (Fédération des œuvres laïques de l'Education nationale) (...).

— CCL : Et pour l'avenir, quelles sont les perspectives ?

— P. : On reste ferme sur nos positions. Quand on voit ce qu'est devenue la bande FM, nous, on

essaie de maintenir le cap radio sans pub, radio de création, radio de communication sociale et culturelle. Et on voit arriver tous ceux qui veulent faire de la radio, y compris des « joyeux farfelus » qui sont exclus des autres stations. Donc, du côté grille des programmes, la qualité s'améliore d'années en années. Ça, c'est une bonne perspective. (...) Nous sommes une radio non-conformiste, connue comme telle, une radio de sans-cravates, comme tu dis.

— CCL : Campus fait également partie d'une fédération européenne des radios universitaires...

— P. : Absolument, on est membres de la Fédération européenne des radios universitaires ; on y participe activement puisque nous faisons partie du secrétariat. Mais il s'agit, bien sûr, de radios de type associatif, sans but lucratif.

— CCL : Est-ce que tu as une idée du rayonnement de Campus ?

— P. : Il y a d'abord le rayonnement technique : on couvre toute la métropole lilloise plus les approches du bassin minier, les Flandres et la côte jusqu'à Dunkerque. A l'Est, on porte jusqu'à Valenciennes. Ce qui représente un bassin de population qui frise les sept ou huit millions d'habitants. On est capté aussi en Belgique.

En ce qui concerne notre audience, les sondages ne constituent pas notre préoccupation majeure, parce que l'on sait très bien qu'un certain type d'émission, si on veut faire de l'audience, ne se trouve pas sur la grille de Campus. Donc, pour nous, l'outil de mesure n'a pas tellement de signification. D'autre part, dans les sondages officiels, on n'y figure plus pour la bonne et simple raison que ces sondages sont faits pour les supports publicitaires.

Par contre, en ce qui concerne le retour des auditeurs, on a une idée de l'importance de Campus, d'abord par le nombre de lettres de soutien (2 000 lettres d'auditeurs au moment de l'attribution des nouvelles fréquences ; une pétition de soutien signée par près de 5 000 personnes). On reçoit environ 50 bafoilles par jour, essentiellement des gens qui ont des informations à faire passer ou qui veulent des renseignements. Le nombre d'associations invitées est considérable. Les coups de téléphone : c'est tous les jours plusieurs dizaines d'appels... Campus est donc un outil de communication assez dynamique.

— CCL : Et vos contacts avec les artistes régionaux ou nationaux ?

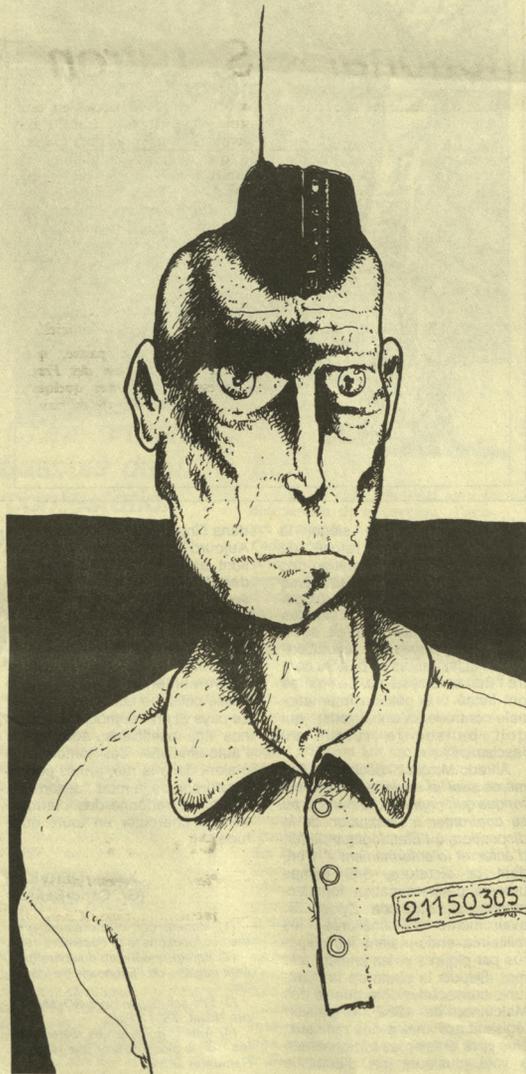
— P. : C'est une de nos priorités. Faire passer autre chose que ce que programment les autres radios, le show-business imposé à tout l'auditoire. Donc, nous cherchons à promouvoir les artistes régionaux ou autres. Cela dit, les artistes ne nous sollicitent pas toujours assez.

— CCL : Vous avez tout de même programmé plusieurs spectacles pour fêter les 20 ans de Campus...

— P. : Oui, pour l'instant, un concert avec des groupes de rock locaux. Une nuit africaine également, nuit qui aura lieu à la foire commerciale de Lille et, courant mai, un week-end radio où sera évoqué l'histoire de la station. A noter du cinéma à la rentrée prochaine, vers octobre ou novembre, un festival sur le cinéma musical. Enfin, une fête officielle avec l'université où nous inviterons tous nos partenaires.

— CCL : Et où nous soufflerons tous les 20 bougies de Radio Campus !

Propos recueillis par
Pierre-Paul JACQUES
du Centre culturel libertaire
Benoît-Broutchoux de Lille



N°758 JEUDI 29 JUIN 1989

SPECTACLE

« Le verdict... ou comment s'en débarasser »

Sur plus de cent projets de spectacles sur le bicentenaire de la révolution libérale, la TLP-Déjazet en avait sélectionné quatre (*Le verdict* est le quatrième) :

- Marc Ogeret, qui a chanté les chansons de l'époque. Un tour de chant qui permettait de ressentir tous les sentiments populaires, depuis les chants royalistes jusqu'à ceux antiracistes, anticolonialistes, etc. ;

- un opéra *Rose et colas* de Monsigny, rare œuvre lyrique de l'époque encore écoutable aujourd'hui, tant il est vrai que si la fin du XVIII^e

siècle a été riche d'un point de vue philosophique et scientifique, elle n'en a pas été moins pauvre artistiquement ;

- une pièce de théâtre, *Eh messieurs, c'est à cette émeute que la nation doit sa liberté*, qui exposait toutes les revendications de droits des hommes d'il y a deux siècles et toujours pas appliquées aujourd'hui ;

- enfin, *le verdict*, une comédie (car on rit beaucoup dans ce spectacle) qui présente les principaux acteurs de la condamnation de Louis XVI, avec aussi bien leurs idéaux novateurs, progressistes, que la paranoïa

et la schizophrénie qui les animaient.

Cette pièce n'est à la gloire ni de la royauté ni à celle des Jacobins. Les mythes comme Danton, Marat, Robespierre, Saint-Just, Louis XVI... tous tombent de leur piédestal et redevenant simples êtres humains, emportés par les événements qu'ils déclanchent et ne maîtrisent pas... Et tout est vrai dans ce spectacle.

De Robespierre et sa passion pour les oiseaux et les oranges à Saint-Just qui, trois ans avant, faisait publier des poèmes érotiques... jusqu'au bourreau, royaliste et

farouche opposant à la peine de mort.

Des hommes qu'on a pris et qui se sont pris pour des demi-dieux, dans leurs contradictions quotidiennes... Et puis, surtout, un spectacle, un vrai, avec 22 comédiens, des éclairages, du rire, de l'émotion... Voilà ce qu'est *Le verdict*.

Libertaire une telle pièce ? Assurément non. Je n'ai jamais voulu faire de récupération facile. Je ne vais pas commencer. Un beau spectacle, intelligent, superbe et drôle sur la Révolution, voilà tout et c'est déjà exceptionnel car, à ma connaissance, c'est le seul sur la place de Paris. Un travail de fond, d'étude, de recherche et de talent,

qui ignore délibérément le côté « commémoration » au profit du « spectacle » dans le sens plein et entier du terme.

H. T.

Le verdict... ou comment s'en débarasser, au TLP-Déjazet (place de la République). Réservation : 42.74.20.50. Spectacle seul : individuel, 140 F (porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire ou de la carte TLP : 100 F). Cocktail, spectacle : individuel, 190 F (cartes Radio-Libertaire ou TLP : 150 F). Cocktail, spectacle, dîner avec les comédiens et transfert en charettes à joindre du théâtre au restaurant : individuel, 390 F (cartes Radio-Libertaire ou TLP : 350 F).



NOTE DE LECTURE

« Le mythe national », S. Citron

Suzanne Citron est agrégée d'histoire. Elle était samedi 17 juin l'invitée de « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire. Elle résume ici l'objet de son dernier livre : *Le mythe national*, paru aux Editions ouvrières. Quelle histoire ?

La rédaction

Ce livre développe, dans une certaine mesure, la conclusion de mon précédent ouvrage, *Enseigner l'histoire aujourd'hui. La mémoire perdue et retrouvée* (1). L'histoire des Français doit-elle continuer d'être la reconstruction du passé « autour d'un concept abstrait — la nation — et imposé comme mémoire collective unique par le pouvoir d'Etat », écrivais-je alors ? J'ai tenté, par delà ce que j'appelle les « tabous historiographiques » des Français et de leurs historiens les plus éminents, de déconstruire la façon dont, au cours des siècles, s'est fabriqué, par strates et retouches successives, ce texte que nous appelons l'« histoire de France ».

Un texte appelé « histoire de France »

Un certain nombre de réactions réflexes caractérisent le rapport des Français à l'histoire. Dates fétiches. Faites l'expérience avec vos copains en leur demandant d'écrire trois dates de l'histoire de France. Vous obtiendrez presque à coups sûrs : 1515 (Marignan), parce que c'est facile à mémoriser, et 1789. La troisième est moins prévisible : 1914, 1917, 1945 ? Mais ce qui est plus grave, ce sont les stéréotypes : « nos ancêtres gaulois », Charles Martel défendant la « France chrétienne » contre les Arabes, le sentiment « national » à Bouvines, la « juste » cause des Croisades, le « bon » roi Saint-Louis, etc. Car ces stéréotypes nourrissent, entre autres, les discours du Front national.

J'ai donc commencé par une sorte d'inventaire des perles officielles de l'histoire, telle que les manuels de l'école primaire la diffusent depuis le *Petit Lavoisier*, un livre qui, depuis les années 1880, a véhiculé une véritable religion patriotique et guerrière dans l'école de Jules Ferry, et dont le schéma du passé a été sans cesse reproduit dans d'autres manuels et continue d'en inspirer la représentation. Cette première partie s'appelle *La légende républicaine. Petite anthologie de la France à l'école*. Je l'ai dédiée à Jean-Pierre Chevènement, qui a restauré cette histoire dans le primaire !

L'histoire des rois

Ensuite, j'ai utilisé des travaux de chercheurs compétents pour faire une « recherche de la France », c'est-à-dire examiner comment s'est forgée l'idée et la matérialité de ce qui s'est appelé, seulement au XIII^e siècle (après l'annexion du comté de Toulouse et l'extermination des Cathares), le « royaume de France ». On peut très bien comprendre aujourd'hui comment les Capétiens, usurpateurs originaires d'Austrasie (à l'est du Rhin), ont réussi à s'approprier la mémoire des dynasties précédentes (Clovis, Charlemagne), et comment ce qui s'appellera « histoire de France »

aux XV^e et XVII^e siècles est une histoire des rois, une histoire du pouvoir. Le paradoxe, dont j'aimerais que mes lecteurs découvrent combien il nous a tous piégés, est qu'au XIV^e siècle, après la Révolution, les historiens libéraux et romantiques ont fait de l'histoire des rois l'histoire de la « nation » grâce aux Gaulois, ancêtres supprimés du « peuple » français. C'est ce schéma de l'histoire qu'a véhiculé jusqu'à nous la III^e République et qui demeure notre passé officiel.

Dans la dernière partie, que j'appelle *Identification des Français*, j'essaie d'apporter quelques pistes pour une relecture du passé, relecture qui permettrait aux diverses mémoires (régionales, religieuses, sociales, immigrées) qui constituent le terrain français, de trouver place dans une reconstruction non linéaire de ce passé. La linéarité que l'on défend officiellement en parlant de « chronologie » nous renvoie, de fait, à la seule histoire de l'Etat.

Cette relecture me semble indispensable pour l'invention de notre avenir français, européen, planétaire.

Suzanne CITRON

(1) Editions ouvrières, 1984.

Nouveautés de la librairie du Monde libertaire

Mémoires d'un révolutionnaire, Kropotkine Pierre, 544 pages, Editions SCACA, 119 F
 Le mythe national. L'histoire de France en question, Suzanne Citron, 318 pages, Editions ouvrières, 120 F
 Le communisme libertaire, Puente Isaac, Volonté Anarchiste, 45 pages, 25 F
 La belle époque de la bande à Bonnot, Thomas Bernard, 282 pages, Fayard, 95 F
 La vérité comme une arme, Wallraff Günter, 268 pages, La Découverte, 95 F
 Emma la noire, Vanina, 206 pages, Acratie, 78 F

NOTE DE LECTURE

« Moi, la Révolution »

C'EST une évidence : si François Mitterrand n'avait pas été réélu président de la République, le bicentenaire de la Révolution française aurait été passablement différent de ce qu'il est aujourd'hui. Avec un Barre au sentimentalisme compté, mesuré et chiffré à l'aune de la poésie gestionnaire ou un Chirac crispé sur la Ligne bleue des Vosges lepenistes ; exit, en effet, l'ampleur et surtout la connotation universaliste et humaniste de « l'événement ».

Daniel Bessaid ne s'y est pas trompé et, drapé dans les habits de lumière de la star du moment (il imagine les réactions de la Révolution au spectacle de sa propre commémoration), c'est au chef d'orchestre de cet hymne au consensus qu'il s'adresse, le P38 de l'ironie dans une main et le fusil à tirer dans les coins de la mémoire dans l'autre.

Dans un premier temps, il s'attache à déchiquter, à déconstruire et à désosser le signifiant d'universalisme qui structure le discours sur une Révolution française que l'on présente comme fondatrice des droits de l'homme et du citoyen. Billevesées que tout ce fatras de platitudes molles et lisses, nous dit Bessaid, alias la Grande Révolution. « L'égalité de 1789 concernait les droits politiques et civiques, non les droits sociaux, au travail, à l'éducation, à l'existence. » Faudrait donc voir à ne pas confondre les genres ! Et même au plan de ces seuls droits politiques et civiques, « cool Raoul, cool », car le vote censitaire, l'acceptation de l'esclavage et l'arrogance d'une misogynie fièrement patriarcale qui excluaient les non possédants, les « nègres » et les femmes de la vie politique, ça limite singulièrement la portée de ces droits.

Bref, si la Révolution française a été porteuse d'un certain nombre d'idéaux, il n'y a cependant pas lieu de mythifier à son propos et encore moins d'en faire un modèle universel. A moins, bien sûr — comme c'est le cas aujourd'hui —, d'en être toujours au même point ou presque et de chercher à justifier ce surplage par son caractère d'indépassabilité quasiment anthologique.

Tonton, tu tousses !

Et Daniel Bessaid ne s'arrête pas là. Après avoir remis les pendules du signifiant à l'heure du dérisoire, il poursuit son bonhomme de chemin au pays autrement plus terre à terre du signifié... Car qu'on ne s'y trompe pas, derrière le tralala universa-

liste et humaniste se cache un message d'une toute autre facture.

Pour bien nous faire comprendre ce que l'on cherche à nous faire comprendre Daniel Bessaid décrit les nouvelles écritures saintes de monseigneur Furet qui, comme « son collègue Le Roy-Ladurie, petit chouan converti en crustacé stalinien et vice versa », s'imaginent sous couvert d'histoire du temps long avoir tout son temps devant lui alors que... Et c'est peu dire que tout cela est instructif !

Furet, en effet, qui est à la commémoration du bicentenaire ce qu'Attali est à l'économie et au politique mitterrandien, nous dit deux choses et deux seules à propos de la Révolution française : que ses excès (la Terreur notamment) constituent des dérapages, dans la mesure où l'évolution naturelle des choses dans le « temps long » aurait permis de s'en passer, et surtout que le message universaliste et humaniste de la Révolution ayant été reçu cinq sur cinq au royaume mitterrandien, la Révolution — mais c'est bien sûr ! — appartient désormais au passé.

Ben tiens ! Les nouveaux sans-culottes du chômage et de la précarité qui vivent aujourd'hui un présent sans avenir ne manqueront pas d'apprécier à sa juste valeur ce pauvre discours de repenti revu et corrigé par la méthode Coué ! Et la Révolution qui, comme nous le rappelle Bessaid, « appartient à la mémoire et non au passé » ne manquera pas un jour — prochain, espérons-le — d'infliger un cinglant démenti à tous ceux là qui ne comprendront jamais quelle est la réponse obligée à l'incorrigible prétention des imbéciles, à s'imaginer que l'intolérable puisse être éternellement toléré.

Comme on le voit, en s'attaquant — avec brio, qui plus est — au signifiant et au signifié de cette commémoration du bicentenaire, Daniel Bessaid fait plutôt désordre dans ce qui se veut une fête. Et ce n'est pas pour nous déplaire.

Bien sûr, bien sûr, ici et là il laisse parler son cœur de trotskiste en flashant sur Thermidor et en s'indignant qu'on puisse comparer la « dégénérescence » de la Terreur avec le stalinisme, mais on lui pardonnera volontiers (pour cette fois !), car là n'est pas l'essentiel à l'heure où ce qui importe, en ces temps de consensus de crise, c'est de briser la résignation. Et, de ce point de vue, Daniel Bessaid est assurément... un camarade !

J.-M. RAYNAUD

EDUCATION

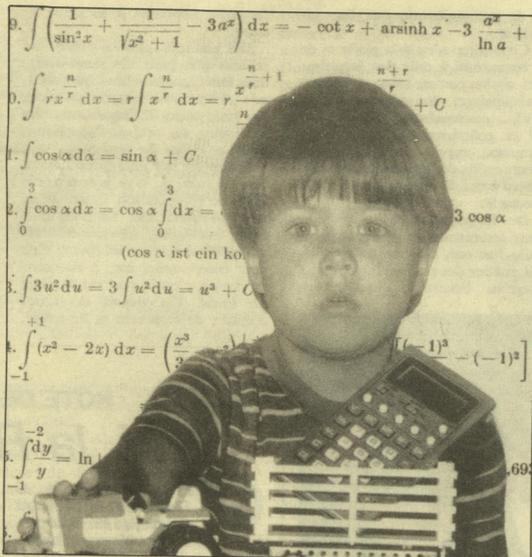
L'autogestion

ÊTRE membre d'une crèche parentale autogérée est assurément passionnant. C'est prendre à bras le corps, bille en tête, au quotidien, et ce conjointement avec d'autres, les premiers pas, l'éveil, l'évolution, l'éducation de son enfant et d'autres enfants. C'est une réflexion collective de tous les instants sur la construction de la personnalité, la familiarisation avec les couleurs, les sons, les gestes fondamentaux pour certains apprentissages de base, l'importance d'un large champ d'identification pour la rupture parents-bébés, les rapports entre enfants et adultes, la « propriété », l'éveil à la sexualité, le libre développement de l'enfant... C'est beaucoup de doutes, de tâtonnements, de découvertes... de pas en avant, d'intensité.

Mais être membre d'une crèche parentale autogérée, ce n'est pas que cela ; que cette présence avec les enfants ; que cette convivialité du collectif. C'est également se farcir l'aménagement d'un local, résoudre des problèmes d'argent quasi-insolubles, faire le ménage, les courses, de la comptabilité, de la gestion, organiser des plannings de toute sorte, faire circuler les informations, besoin dans d'innombrables réunions, expliquer et expliquer encore à tous ceux qui viennent voir, prendre contact... Bref, c'est dépenser beaucoup de temps, d'énergie et d'argent. Et ce n'est pas évident. Car le boulot, l'absence de boulot, la fatigue, l'envie de décompresser, de vivre... déferlent tous les jours inlassablement.

Pas facile, donc, l'autogestion. Surtout à la campagne. Quand on est à cent lieux de toute motivation infrastructurelle d'ordre politique. Que l'on est sans cesse guetté au tournant de la « concurrence » du prêt à penser et du prêt à consommer.

Très vite, les meilleurs granits s'usent, biaisent, composent. Des



faillies s'ouvrent. Ici des TUC, là une montée en puissance du phénomène permanent. Ailleurs, la course aux subventions ou au sponsoring... Et vogue la galère direction le charme discret de « l'entreprise » autogérée !

C'est ainsi, la plupart des expériences alternatives autogérées vieillissent relativement mal. Mais s'agit-il pour autant d'échecs ou d'une impasse.

Rien n'est moins sûr !

Mettre en place une ou des alternatives est toujours une expérience riche. C'est l'occasion de se confronter au réel. De passer de la théorie à la pratique. De construire son autonomie, ses rêves.

Rien que pour cela, il n'y aura jamais assez d'alternatives en actes. Et puis, pour les enfants (dans le cas des crèches parenta-

les) quel plus éducatif. Quel bonheur que leur bonheur. Quel espoir que leurs balbutiements sur la planète libérée.

Et enfin, rien n'interdit d'espérer qu'un jour un investissement plus massif du champ de l'alternative par tous ceux qui se targuent de vouloir faire changer le monde (le vieux) de base permette de se sentir moins seul. Rien n'interdit de penser qu'un jour les alternatives puissent se fédérer ou se constituer en mouvement social. Rien n'interdit de croire...

Alors, pas de la tarte l'autogestion ! A l'évidence ! Mais c'est pas pour autant qu'on s'en lasse. La preuve... non seulement on continue, mais on a encore plus envie de continuer qu'avant !

Maylis O'BRIAN

UNE CRÈCHE PARENTALE

L'île aux enfants

ILS s'appellent Mael, Louis, Nicolas, Raphaël, François, Guillaume, Pauline, Caroline, Bertille, Marine... Ils ont cinq mois, douze ans, un an et demi, deux ans... des rires plein les yeux, la malice à fleur de cœur, le Diable dans les bretelles et, depuis octobre 1988, ils fréquentent « l'île aux enfants », la crèche parentale de l'île d'Oléron.

Un, deux, trois, quatre ou cinq jours par semaine, ils y jouent, dansent, font du coloriage, de la peinture, de la pâte à modeler, déchirent, déchiquètent, assemblent, colent, mangent, dorment, goûtent, jouent, redansent... apprennent à vivre avec d'autres enfants que leurs frères et sœurs et d'autres adultes que leurs parents, et se familiarisent avec un certain nombre d'apprentissages de base.

Pour les accueillir, leur proposer des activités de toutes sortes, les reconforter quand de grosses larmes surgissent aux détours d'une dispute, d'une gamelle ou d'une grande fatigue, une éducatrice de jeunes enfants, Fadila, dite Fadi, et une maman ou un papa de l'association « Enfants en liberté » qui est à l'origine de ce projet et qui le gère.

Une crèche pas tout à fait comme les autres

Comme on le voit, du fait de la présence de ces mamans et de ces papas, cette crèche n'est pas tout à fait comme les autres. Et elle entend le rester le plus longtemps possible.

Dans une crèche « normale », en effet, les parents ne participent pas ou très peu à la vie pédagogique, administrative et matérielle du projet et se bornent à payer un service rendu, souvent de qualité, mais là n'est pas le problème, par des professionnels et une institution spécialisée.

A l'île aux enfants, les choses sont un peu différentes. Les parents (les mères comme les pères) assurent des temps éducatifs (une demi-journée par semaine en moyenne), ils définissent et réfléchissent les activités et la pédagogie qui ont lieu à la crèche, ils font les courses, les repas, le ménage et gèrent toute la problématique financière et administrative du projet. Pas simple !

A l'origine du projet, un groupe d'une dizaine de parents désireux, certes d'éduquer leurs enfants à la liberté, mais également d'inscrire cette éducation dans une dynamique de socialisation et de familiarisation avec certains apprentissages de base.

Rencontres, discussions... il aura fallu un an pour élaborer et faire aboutir le projet. Il faut dire que le choix de demander un agrément à la DDASS ayant été fait (parce qu'il permet de bénéficier d'un prix de journée par enfant accueilli de la part de la caisse d'allocations familiales, parce qu'il n'est nullement contraignant et parce qu'il constitue un élément de crédibilité au plan local) ne contribua pas spécialement à raccourcir le délai entre l'idée et sa mise en œuvre.

Restait à passer le test de la réalité, en sachant que tant au plan financier qu'au plan éducatif les choses n'allaient pas aller de soi.

Trouver un local, l'aménager, dépasser la peur de la séparation, investir du temps, de l'énergie et de l'argent... ce n'est jamais évident. Avant, et même après. Mais aux peurs des uns s'ajoutent, heureusement, les enthousiasmes des autres.

Bref, le tout est finalement de démarrer. Ensuite, ça va très vite. Essayer d'offrir à ses enfants et à des enfants un petit rayon de soleil de liberté et de bonheur c'est exhal-

tant. Car on a bien des idées sur tout cela. Mais pratiquement, c'est une autre paire de manches. Comment apprendre la propreté ? En instituant des temps ? Sans en instituer, mais en sautant sur chaque occasion pour la peindre aux couleurs de la sublimation (lecture sur le pot...) ? Et puis faut-il l'apprendre ? Faut-il intervenir dans les rapports entre enfants ? Laisser faire ? Proposer des activités ? Les structures ? Opérer une séparation brutale avec son enfant ? Ménager des transitions ? Intervenir ou non dans l'éveil à la sexualité ? Planter des repères fixes dans la vie des enfants : du genre repas, sieste, jeux... de telle heure à telle heure ?

Autant de questions auxquelles on répond bien sûr comme on peut. Au début, car ensuite, peu à peu, on analyse, élabore, on compare.

A l'île aux enfants, nous avons entre six et huit enfants le matin et un peu moins l'après-midi. Fadi, la permanente, est bien évidemment le repère de cette crèche. Mais le parent qui est là avec elle à raison d'une demi-journée par semaine a été très vite intégré dans le paysage. Philippe, un prof de musique, vient toutes les semaines faire de l'initiation à la musique, aux sons et aux rythmes. En septembre, il y aura une initiation au yoga, sûrement des scéances bébés nageurs, peut-être de l'art plastique, avec la peinture, la pâte à modeler, les gommettes, les danses, les jeux spontanés, les sorties ici et là... pas le temps de s'emmyer. Mais le temps de se demander si on a le droit d'offrir autre chose à des enfants ?

Une bonne question qui, on l'aura compris, est au cœur de notre expérience qui, par ailleurs, est sans prétention aucune. On dit ça, on dit ça !

Jean-Marc RAYNAUD

Si vous souhaitez en savoir plus, vous pouvez nous contacter à Crèche halte-garderie, l'île aux enfants, 29, rue des Ecoles, 17550 Dolus d'Oléron (tél. : 46.75.47.43).

CRÈCHES PARENTALES

Le mode d'emploi

ON rencontre deux sortes de crèches parentales. Les crèches parentales qui se constituent sur la base d'un regroupement de parents assurant collectivement la garde et l'éducation de leurs



enfants, et qui ne demandent pas, voire refusent, un agrément quelconque.

C'est la formule idéale, mais elle implique une très grande disponibilité des parents ou beaucoup d'argent pour pouvoir payer un permanent.

Les crèches parentales agréées se constituent également sur la base d'un regroupement de parents assurant collectivement la garde et l'éducation de leurs enfants mais, pour diverses raisons (pour pouvoir bénéficier de subventions, être « crédibles », accueillir monsieur tout le monde), elles sollicitent un agrément de la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale).

Pour ce faire, elles sont obligées de se doter d'une structure juridique (association loi 1901) et de constituer un petit dossier. Plusieurs conditions doivent être remplies pour bénéficier de l'agrément. Les locaux doivent être suffisamment vastes pour pouvoir accueillir le nombre d'enfants prévus. Ils doivent être aménagés de manière cohérente. Et le ou la permanente (salariée ou non) doit être puéricultrice, sage-femme, infirmière, éducatrice de jeunes enfants, institutrice, aide maternelle... Généralement l'agrément s'obtient aisément, la DDASS intervenant plutôt

comme conseiller que comme gendarme. Théoriquement, la DDASS peut venir sur place contrôler ce qui se passe (sécurité, hygiène...), mais pratiquement c'est très rare.

Une fois l'agrément obtenu (pour un nombre d'enfants donné et un temps donné), la crèche parentale peut alors bénéficier de subventions diverses.

La CAF (Caisse d'allocations familiales) alloue une subvention d'investissement (aménagement des locaux, achats de mobiliers, de matériel pédagogique...) à hauteur de 80% des dépenses effectuées. Le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi alloue également une aide au démarrage pouvant couvrir aussi bien des dépenses d'investissement que des dépenses de fonctionnement. La CAF alloue enfin un prix de journée enfants se situant aux alentours de 35 F.

Des subventions communales, départementales ou régionales peuvent également être obtenues, mais sans garanties aucune.

Si vous souhaitez en savoir plus sur les crèches parentales, il vous faut contacter l'ALEP (Association collectifs enfants parents), 15, rue du Charolais, 75012 Paris, qui fédère au niveau national la plupart des crèches parentales.

J.-M. R.

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Politique : Vert à la une ! L'écologie au crible, Edito.
- PAGE 4, Les luttes : Lock-out à la météo, Actions des agents des finances, Les crèches en colère.
- PAGE 5, Société : Interview de Texture, Scalp à Lyon.
- PAGE 6, Société : Nos vieux rajeunissent.
- PAGE 7, Répression : Action directe, Kanaky, Borneo : déracinement sauvage.
- PAGE 8, Dans le monde : Interview de L. Bianco (sinologue), Les Etats-Unis et la Chine.
- PAGE 9, Informations internationales : Femmes à Amsterdam, Argentine.
- PAGE 10, Expressions : Interview de Radio Campus.
- PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Spectacle, Nouveautés à la librairie du Monde libertaire.
- PAGE 12, Arguments : Crèches parentales : mode d'emploi.

Un service régulier et pratique
l'abonnement